

Un solo mondo Un seul monde



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC

N° 2 / JUIN 2015
LE MAGAZINE DE LA DDC
SUR LE DÉVELOPPEMENT
ET LA COOPÉRATION
www.ddc.admin.ch

Lutte contre la faim et la malnutrition

La communauté internationale se mobilise

Canal du Nicaragua
Un projet qui suscite la colère populaire

Eau et bois
Des ressources rares dans les
camps de réfugiés

Sommaire

DOSSIER



ALIMENTATION

6 Mobilisation sans précédent en faveur de la nutrition

La communauté internationale est déterminée à éradiquer la faim, mais aussi les carences nutritionnelles et l'obésité

11 « Nous sommes plus forts ensemble que divisés »

Gerda Verburg, présidente du Comité de la sécurité alimentaire mondiale, évoque les progrès réalisés ces dernières années

13 Des grains que les rats n'auront pas

En Amérique latine et en Afrique, la DDC soutient la diffusion de moyens d'entreposage adéquats pour les céréales et les légumineuses

15 Recensement de technologies éprouvées

Une base de données recense les meilleures méthodes utilisées par les paysans afin d'éviter la dégradation des terres et d'en augmenter la fertilité

17 Faits et chiffres

HORIZONS



18 Un peuple désabusé s'oppose au projet du siècle

La résistance contre la construction d'un canal interocéanique prend de l'ampleur au Nicaragua

21 Sur le terrain avec...

Andreas Gerrits, vice-directeur régional de la DDC pour l'Amérique centrale à Managua

22 Un exquis creuset culturel

La chanteuse nicaraguayenne Katia Cardenal évoque l'importance de la création artistique dans son pays

DDC



23 Des villages raccordés à l'eau potable

En Ouzbékistan et au Tadjikistan, la DDC soutient l'aménagement de réseaux d'eau locaux

24 Accès au marché pour les insulaires

Au Bangladesh, un projet vise à améliorer les conditions de vie sur les îles fluviales

FORUM



27 L'eau, un bien rare dans les camps de réfugiés

Dans les camps, l'approvisionnement de milliers de réfugiés en eau et en bois représente un véritable défi

30 Cimetière de Sihlfeld, tombe 83115

Carte blanche : l'écrivain lituanien Marius Ivaskevicius raconte des événements étranges survenus durant l'écriture d'une pièce de théâtre

CULTURE



31 Des Andes aux Alpes, avec le climat au fond du cœur

Rencontre avec la photographe péruvienne Luana Letts dans les Alpes suisses

3 Éditorial

4 Périscope

26 DDC interne

34 Service

35 Coup de cœur avec Nadja Räss

35 Impressum

Un seul monde est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale intégrée au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.

Éditorial



Échapper au cycle de la faim

Nous qui vivons dans un pays riche sommes sans doute à même de comprendre intellectuellement les défis qu'affronte la coopération internationale. Peut-être même avons-nous été frappés, lors de voyages dans d'autres régions du monde, par la pauvreté extrême, le manque de soins médicaux et les effets dévastateurs de catastrophes naturelles ou de conflits armés. Nous comprenons que les victimes de telles situations aient besoin de notre aide. Toutefois, il nous est difficile d'imaginer ce que cela représente vraiment, car la plupart d'entre nous n'avons – par bonheur – jamais vécu de telles expériences.

La faim, ce n'est pas pareil. Du moins, c'est ce que nous croyons. « Aujourd'hui, j'ai eu à peine le temps de croquer une barre de céréales. » C'est ce que nous disons quelquefois, avec un mélange de fierté et d'apitoiement sur notre sort, en quittant le bureau à la fin d'une journée mouvementée, avec des gargouillements dans l'estomac. Oui, nous pensons tous savoir ce qu'est la faim. Pas comme en Afrique, mais assez concrètement tout de même.

S'accorder une barre protéinée pour tout repas de midi relève de notre libre choix. Cela en dit davantage sur notre mode de vie que sur la disponibilité de la nourriture. Par contre, le souci du prochain repas devient une priorité absolue, jour après jour, pour les quelque 800 millions de personnes dans le monde qui souffrent de sous-alimentation chronique. Il occulte en permanence tous les besoins moins immédiats, comme le traitement de maladies, l'investissement dans l'éducation ou la recherche d'un logis stable. Aider les plus pauvres à échapper au cycle de la faim reste donc – au-delà des Objectifs du Millénaire pour le développement – une tâche fondamentale de la coopération internationale.

La sécurité alimentaire est aussi une question d'approvisionnement. Je m'en suis rendu compte au début de cette année, lorsque j'ai visité un camp de réfugiés syriens en Jordanie. Quelques mois seulement après

s'y être installés, de très nombreux réfugiés – surtout des femmes – sont repartis ailleurs, car la distribution d'eau et de nourriture donnait lieu chaque jour à des conflits, souvent violents. La vie du camp est devenue beaucoup plus paisible depuis que son infrastructure a été améliorée, notamment avec l'apport de spécialistes de l'eau mis à disposition par la DDC.

Il est impossible de parler de sécurité alimentaire sans évoquer notre gigantesque gaspillage de nourriture. Selon une étude de la FAO, plus de 30% des aliments produits dans le monde sont soit jetés, soit perdus avant de parvenir aux consommateurs, par manque de moyens de réfrigération ou de transport. On ne gaspille pas seulement les denrées elles-mêmes, mais également tout ce qui a été nécessaire à leur production : l'énergie, l'eau, le travail, la terre et le capital.

Dans notre société d'abondance, il ne semble exister (pour l'instant) aucune campagne efficace de lutte contre le gaspillage de nourriture. En revanche, l'amélioration des infrastructures rurales dans les pays en développement constitue un élément essentiel de nos efforts pour y promouvoir le secteur privé et la sécurité alimentaire à l'échelle locale. Vous trouverez dans le présent numéro une série d'exemples à ce sujet et sur d'autres activités de la DDC relevant de la sécurité alimentaire.

*Manuel Sager
Directeur de la DDC*

(De l'allemand)

Périscope

Ricardo Azoury/Redux/laif



Les gardiens de la forêt

(gn) La population locale se préoccupe souvent mieux de la nature que les autorités centrales. Au Guatemala, par exemple, les forêts placées sous la protection du gouvernement rétrécissent vingt fois plus vite que celles gérées par des communautés villageoises. « Le renforcement des compétences communales en matière de forêts est un aspect décisif de la lutte contre le changement climatique », constate Jennifer Morgan, du World Resources Institute (WRI). Une étude de ce laboratoire d'idées indique que les forêts tropicales administrées par des villages stockent quelque 37 milliards de tonnes de CO₂. Leurs habitants détiennent un titre légal de propriété sur ces terres héritées de leurs ancêtres. En utilisant avec soin les ressources dont ils sont tributaires, ils apportent une contribution importante à la protection du climat. « On pourrait accroître la quantité de carbone stocké par la végétation en transférant davantage de droits de propriété de l'État aux communautés locales », explique Ashiwini Chhatre. Ce géographe a prouvé dès 2009, dans dix pays, que les communes habilitées à légiférer de façon autonome s'occupent mieux de leurs forêts, ce qui permet de piéger davantage de carbone. www.wri.org, « forests »

Des barbecues au lieu de comptes en banque

(gn) Quand un Péruvien a un urgent besoin d'argent, il organise une *pollada*, fête où l'on grille du poulet au barbecue : les invités paient boissons et nourriture un bon prix, de sorte que l'hôte peut réunir la somme nécessaire sans avoir à mendier pour cela. Naturellement, il renverra l'ascenseur à ses amis lorsque ceux-ci seront dans le besoin et l'inviteront à leur tour à une *pollada*. Des chercheurs de la Banque mondiale ont observé

ce genre de créativité, lorsqu'il s'agit de collecter de l'argent, partout où l'accès aux établissements bancaires s'avère difficile ou impossible. Au Pérou, 20% des adultes ont un compte en banque, mais cette proportion tombe à 9% pour le tiers le plus



Jacob Silberberg/Franos

pauvre de la population. Selon les statistiques, 2,5 milliards d'êtres humains ne sont pas intégrés dans un système financier formel – la grande majorité d'entre eux vivent dans les pays en développement. Toutefois, ces gens savent comment se débrouiller : en Afrique australe, par exemple, il existe de nombreuses sortes de groupes d'épargne informels, dont le but est de venir en aide à leurs membres confrontés à des difficultés financières. www.cgap.org

Le numéro 8028 au service des paysans

(gn) En Éthiopie, une assistance téléphonique a été mise à la disposition des paysans, afin de stimuler l'essor du secteur agricole. Lancé au cours de l'été 2014 par l'Agence nationale de transformation agricole (ATA), ce service gratuit a d'emblée fait un tabac : le numéro de téléphone 8028 est composé plus de 35 000 fois par jour et 70% des appelants sont de petits agriculteurs. À toute heure du jour et de la nuit, les utilisateurs enregistrés peuvent y obtenir des renseignements sur des questions agricoles. Ces informations leur sont communiquées sur leur téléphone portable soit par un serveur vocal interactif, soit par SMS. Selon Ato Khalid Bomba, directeur de l'ATA, l'interactivité du système explique en grande partie son succès : « En appelant le 8028, on reçoit immédiatement, dans sa propre langue, des réponses à des questions précises. L'administrateur de la ligne d'assistance peut, de son côté, envoyer des informations spécifiques à ses clients. » Par exemple, lorsqu'une épidémie de rouille des céréales menaçait plusieurs régions du pays, les cultivateurs ont été avertis à temps et ont pu prendre des mesures de protection. www.ata.gov.et/8028-2



Mehdi Chebli/Polaris

Boom du solaire au Bangladesh

(gn) Actuellement, 42% seulement des ménages bangladais sont raccordés au réseau électrique. C'est pourquoi les installations solaires décentralisées suscitent un grand intérêt. Le projet Solar Home System (SHS), lancé en 2007, a déjà procuré du courant et de l'éclairage à 3 millions de ménages, un chiffre qui devrait passer à 4 millions d'ici fin 2015. Il a été mis sur pied par l'organisme étatique Infrastructure Development Company et une quarantaine d'ONG. Alors que l'installation d'un système solaire privé représente un investissement très coûteux pour la population rurale, plus de 65 000 unités sont vendues chaque mois. Selon le modèle choisi, les panneaux solaires peuvent être livrés avec deux à six lampes, un raccordement TV et des chargeurs de batteries. Le système fournit l'électricité nécessaire pour faire fonctionner ces appareils quatre heures par jour. Divers facteurs expliquent le boom de l'énergie solaire au Bangladesh : l'augmentation des revenus, le soutien apporté par des projets de microfinancement ainsi que l'amélioration des conditions de vie et de production grâce à l'électricité solaire. www.sun-connect-news.org, « SHS »

Arbres sauveurs des zones tropicales

(gn) L'iroko africain et le noyer Maya d'Amérique latine ont développé une propriété particu-

Institut international d'agriculture tropicale



Dessin de Jean Aupiais

lière au cours de leur évolution : ces arbres transforment le CO₂ atmosphérique, capté par photosynthèse, en calcaire qu'ils accumulent entre leurs racines. Des chercheurs à l'Université de Lausanne ont montré qu'un iroko est à même de retenir ainsi durablement dans le sol jusqu'à 20 kilos de CO₂ par année sous la forme de calcaire. Cette propriété va faire l'objet d'une exploitation ciblée en Haïti, où



l'association Biomimicry Europa a remis à des paysans 80 000 plantons de noyer Maya. Le but de ce projet n'est pas uniquement d'atténuer le changement climatique : la production de calcaire ayant pour effet d'enlever de l'acidité au sol, il en résulte des terres plus fertiles qui procurent aux agriculteurs de meilleures récoltes de légumes et de céréales. De plus, les fruits nourrissants de cet arbre sont à la base de mets savoureux. « Les agriculteurs viennent par groupes entiers chercher des plantons et s'occupent ensuite de tout », se réjouit le directeur de projet Daniel Rodary. « Le programme commence à nous échapper, c'est magnifique ! » www.biomimicry.eu, « arbres sauveurs »

Dengue : la traque du moustique

(1b) Plus de 10 000 personnes meurent chaque année de la dengue, maladie virale transmise par la piqûre d'un moustique répandu dans les zones tropicales et intertropicales. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), environ 2,5 milliards de personnes vivent dans des régions à risque. Jusqu'à 100 millions de cas sont enregistrés chaque année. Les spécialistes recommandent l'utilisation d'habits couvrants, de sprays anti-moustiques et de moustiquaires pour éviter une infection. On recherche depuis des années un vaccin qui puisse immuniser contre les quatre variantes du virus. Le vaccin CYD-TDV, mis au point récem-



Sanofi Pasteur

ment, est efficace à près de 60%. Un moyen essentiel de combattre la dengue consiste aussi à supprimer les eaux stagnantes – lieux d'incubation favoris des moustiques – à proximité de zones habitées. Au Costa Rica, la population locale a depuis peu la possibilité d'utiliser une application gratuite pour signaler la présence de tels points d'eau aux autorités sanitaires. www.who.int, « dengue »

Mobilisation sans précédent en faveur de la nutrition

Le combat contre la faim a pris un nouveau départ. La communauté internationale est déterminée à éradiquer toutes les formes de malnutrition, ce qui inclut aussi les carences nutritionnelles et l'obésité. Plus de cinquante pays se sont déjà engagés à transformer leurs systèmes alimentaires. Les bailleurs de fonds recommencent à investir dans l'agriculture. De Jane-Lise Schneeberger.



DOSSIER

Souper traditionnel d'une famille de paysans dans le Ladakh, en Inde. Dans cette région, la galette de pain est un aliment de base essentiel. On la consomme à tous les repas, accompagnée de thé ou de bière d'orge artisanale.

Environ 805 millions d'êtres humains souffrent de sous-alimentation chronique. Ce nombre reste inacceptable, alors que la production agricole mondiale suffirait largement à nourrir toute la population. Cependant, il a nettement diminué depuis 1990. À l'époque, plus d'un milliard de personnes se couchaient le ventre creux. Le recul de la faim

s'explique surtout par la disponibilité accrue des denrées de base. Pendant des années, les gouvernements ont misé sur l'augmentation de la production de céréales pour atteindre la sécurité alimentaire. Par conséquent, le prix du riz, du blé et du maïs a baissé. Beaucoup de pauvres ont pu en manger tous les jours.

Un triple fardeau

La quantité de calories ingérées était jusqu'ici le principal critère retenu pour mesurer l'ampleur de la faim. « Aujourd'hui, on se rend compte toutefois que cette approche quantitative ne suffit pas. Il faut aussi que les aliments soient variés et de bonne qualité », indique Peter Bieler, chef du Programme global Sécurité alimentaire à la DDC. « On peut être mal nourri tout en mangeant à sa faim si l'on n'absorbe que des calories vides. » C'est le cas de plus de 2 milliards de personnes dans le monde. Leurs repas se composent essentiellement d'une ou deux

trefois cantonnée aux pays riches, elle progresse rapidement depuis une vingtaine d'années dans les pays en développement. Avec la hausse du niveau de vie, les comportements alimentaires changent et l'activité physique diminue. Les gens consomment davantage de viande et de produits industriels riches en graisse, en sel et en sucre. Outre la surcharge pondérale, ce régime favorise l'apparition de maladies non transmissibles, comme le diabète, l'hypertension ou les affections cardiovasculaires. De plus en plus de pays émergents sont confrontés à un « triple fardeau » en matière de nutrition :



Sven Torfinn/laif



David Bacon/Report Digital-REA/laif



The New York Times/Redux/laif

La malnutrition a plusieurs visages : une famille éthiopienne qui prend son frugal petit déjeuner, des migrantes en surpoids aux États-Unis ou des habitants de Manille à la recherche de déchets comestibles.

céréales de base, qui contiennent une bonne quantité de calories, mais ont une faible valeur nutritionnelle. Un régime aussi monotone engendre des carences en vitamines et en sels minéraux. Ce déficit nutritionnel étant difficile à détecter, on le qualifie de « faim invisible ».

L'obésité est une autre forme de malnutrition. Au-

la sous-alimentation, les carences en micronutriments et la surnutrition.

Nourrir 9 milliards de personnes en 2050

Depuis quelques années, les États et les organisations de développement se sont attelés à lutter contre ce triple fardeau. La nutrition fait l'objet

Quatre dimensions

« La sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active. » Cette définition, admise depuis 1996, recouvre quatre dimensions : la *disponibilité* sur le marché d'aliments en quantités suffisantes et de bonne qualité ; l'*accès*, à savoir la possibilité pour chacun de se procurer les denrées dont il a besoin ; la *stabilité* des deux premières dimensions dans le temps ; l'*utilisation* adéquate des aliments dans le cadre d'un régime diversifié. Depuis peu, les spécialistes ajoutent au concept de sécurité alimentaire celui de sécurité nutritionnelle, qui prend en compte le caractère multisectoriel de la nutrition (santé, qualité des soins, environnement).

d'une mobilisation sans précédent. Deux événements ont provoqué ce réveil de la communauté internationale. Le premier fut la crise alimentaire de 2007-2008, qui a déclenché des émeutes de la faim dans une trentaine de pays. Elle a mis en évidence les failles du système alimentaire mondial. On a réalisé que la situation n'était pas tenable à long terme. La planète comptera 9 milliards d'ha-

Engagement politique au plus haut niveau

C'est dans ce contexte qu'a été lancé, en 2010, le Mouvement pour le renforcement de la nutrition (SUN). En quelques années, pas moins de 54 pays en développement y ont adhéré. Par une lettre signée du chef de l'État ou du gouvernement, ils ont reconnu l'ampleur de la malnutrition, en particu-



Yang wenbin/Imaginechina/leif

Le modèle brésilien

Le Brésil est à l'avant-garde de la lutte contre la malnutrition. Sa stratégie Faim Zéro, lancée en 2003, a donné des résultats remarquables. Elle comprenait une trentaine de programmes dans différents secteurs. L'un des axes principaux était le renforcement de l'agriculture familiale. Un autre avait pour but d'améliorer l'accès à la nourriture : il incluait notamment le versement d'allocations aux familles démunies ainsi que la création de cantines scolaires et de restaurants populaires, des structures approvisionnées par les petits paysans locaux. Faim Zéro a également mis sur pied des programmes d'éducation nutritionnelle. Des politiques ont été élaborées afin de créer des emplois et d'augmenter les revenus. Aujourd'hui, le Brésil sert de modèle aux pays du mouvement SUN.

En Chine, 26 millions d'écoliers ont droit chaque jour à un repas financé par l'État. De nombreux pays en développement ont mis en place de tels programmes d'alimentation scolaire.

bitants en 2050. Si rien n'est fait d'ici là, il faudra augmenter de 70% la production agricole mondiale pour répondre aux besoins. Parmi les nombreuses menaces qui pèsent sur la sécurité alimentaire figurent le gigantesque gaspillage de denrées comestibles et l'utilisation croissante de terres arables pour la production d'agrocarburants ou de céréales fourragères.

Le second événement à l'origine de la mobilisation actuelle fut la publication d'une étude marquante sur la nutrition en 2008. La revue médicale *The Lancet* a révélé l'extrême vulnérabilité des enfants durant les mille premiers jours de leur vie, soit depuis la conception jusqu'à l'âge de deux ans. Des carences nutritionnelles chroniques pendant cette période nuisent de manière irréversible à leur développement physique et mental. Les enfants affectés n'atteindront pas une taille normale, ils tomberont plus facilement malades et leurs capacités d'apprentissage seront limitées.

lier infantile, sur leur territoire. Ils se sont engagés à mettre en place des politiques adéquates pour faciliter l'accès à une nourriture saine et bon marché.

Une plateforme a été créée sur Internet pour que les pays membres puissent échanger des informations sur les mesures les plus efficaces. « Personne n'a de recette toute faite pour éradiquer la malnutrition. Les interventions varient en fonction du contexte », note Florence Lasbennes, au secrétariat du Mouvement SUN à Genève. Toutefois, une condition est indispensable pour parvenir à des résultats durables : « Une impulsion politique doit être donnée au plus haut niveau de l'État, sans quoi les projets ne dépasseront pas le cadre local. »

Un défi pour l'agriculture familiale

L'agriculture se trouve logiquement au cœur de ces efforts. On compte sur elle pour fournir des aliments de bonne qualité et en quantités suffisantes.

Or, sa productivité est très limitée dans les pays en développement, ce qui est dû au manque d'investissements. Depuis les années 80, la plupart des donateurs, de même que les gouvernements de ces pays, se sont progressivement désengagés de l'agriculture. Après la crise de 2007-2008, la tendance s'est inversée. L'aide à ce secteur a repris.

« Il faut absolument que les moyens mis à disposi-

agricole, pour assurer que les produits de la recherche parviennent jusqu'aux paysans.

Patates et céréales enrichies en micronutriments

Une des solutions proposées par la recherche scientifique pour réduire la faim invisible est le « bio-enrichissement », qui consiste à augmenter la teneur



La patate douce enrichie en bêta-carotène devrait réduire les carences en vitamine A, largement répandues dans les pays en développement. En Ouganda et au Mozambique, de nombreux paysans la cultivent déjà.

tion soient investis dans les petites exploitations », recommande Michel Mordasini, vice-président du Fonds international de développement agricole (Fida). « Ce sont elles qui produisent plus de 80% de la nourriture consommée dans les pays en développement. On ne peut plus les ignorer et penser que la solution viendra seulement des grands propriétaires. » La tâche des petits paysans n'est pas simple : ils sont appelés à diversifier leurs cultures et à augmenter leurs rendements, tout en affrontant les effets négatifs du changement climatique et la raréfaction des ressources. Pour y parvenir, ils doivent avoir accès notamment aux innovations technologiques, au crédit et à des formes de micro-assurance climatique. « Nous devons réinventer la Révolution verte. Il faut trouver de nouveaux mécanismes pour rendre l'agriculture familiale plus productive, plus durable, mais aussi plus rentable », estime M. Mordasini. Les gouvernements devront en outre renforcer leurs services de vulgarisation

de denrées de base en vitamines ou en sels minéraux. « Ce procédé permet d'apporter des micronutriments à des populations qui n'ont pas un régime alimentaire diversifié », explique Marie Ruel, de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI). Depuis quinze ans, le programme HarvestPlus, géré par l'IFPRI, travaille sur l'enrichissement en vitamine A, en zinc et en fer de plantes telles que le haricot, le millet, le riz et le manioc. Son plus grand succès à ce jour est une patate douce à chair orange, riche en bêta-carotène, que de nombreux paysans cultivent déjà en Ouganda et au Mozambique. « Nos chercheurs utilisent uniquement des méthodes de sélection conventionnelles, et non pas les technologies génétiques », précise Marie Ruel.

Néanmoins, le bio-enrichissement divise les milieux du développement. Si plusieurs donateurs financent les recherches de HarvestPlus, d'autres, comme la DDC, se montrent plus réservés. « Les

Les coûts de la malnutrition

Outre ses conséquences sur la santé, la malnutrition impose aussi des coûts économiques considérables à la société. Selon un rapport de la FAO, les réductions de la productivité des personnes affectées et les dépenses en soins de santé pourraient représenter jusqu'à 5% du produit intérieur brut (PIB) mondial, soit 3500 milliards de dollars par an. Le coût de la sous-alimentation et des carences nutritionnelles se situe entre 1400 et 2100 milliards. Celui de l'excès pondéral et de l'obésité n'a pas fait l'objet d'une estimation à l'échelle mondiale. Toutefois, la FAO estime à environ 1400 milliards de dollars le coût cumulé de toutes les maladies non transmissibles pour lesquelles les surpoids constitue le principal facteur de risque.

aliments bio-enrichis, au même titre que les compléments alimentaires, sont utiles dans des situations d'urgence ou pour traiter des cas sévères de malnutrition. Mais ils ne remplaceront jamais un régime équilibré et diversifié», estime Peter Bieler. Pour augmenter la consommation d'aliments riches en micronutriments, la DDC privilégie une agriculture durable et écologique qui produit des

vreté. À plus court terme, nombre d'organisations humanitaires facilitent l'accès aux denrées alimentaires, notamment en distribuant des subsides ou des coupons aux plus démunis.

Des interventions s'imposent aussi dans les domaines de la santé et de l'éducation. Il convient d'améliorer l'accès à l'eau potable et aux services de santé ainsi que les conditions d'assainissement.



À Lima, cette cuisinière ambulante propose aux passants du caldo de gallina, bouillon de poule traditionnel, qu'elle a préparé elle-même. La vente de denrées alimentaires ou de repas apporte un petit revenu à beaucoup de gens.

Des objectifs plus ambitieux pour 2030

L'un des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) prévoyait de réduire de moitié la prévalence de la faim dans le monde d'ici 2015. En moyenne, cette cible est pratiquement atteinte : le taux de personnes sous-alimentées dans les pays en développement est passé de 23,6% en 1990 à 14,3 % en 2013. Cependant, les progrès restent très insuffisants en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud notamment. D'après les propositions élaborées par un groupe de travail de l'ONU, l'agenda de développement post-2015 sera plus ambitieux que les OMD dans ce domaine. En effet, les futurs Objectifs de développement durable viseront à éliminer non seulement la faim, mais toutes les formes de malnutrition. D'ici 2030, chaque individu devrait avoir accès tout au long de l'année à une alimentation saine, nutritive et suffisante.

denrées variées. «La diversification des cultures accroît en outre la résistance aux risques climatiques. En cas de sécheresse ou d'inondation, il y a des chances pour que certaines assurent un rendement», note M. Bieler. La diffusion en parallèle de techniques améliorées de conservation des aliments s'avère également nécessaire : «L'idéal serait que les ménages ruraux puissent transformer, sécher ou réfrigérer les denrées périssables. Ainsi, ils auraient des réserves de fruits et de légumes jusqu'à la prochaine récolte.»

Une approche multisectorielle

Le renforcement de l'agriculture ne suffit toutefois pas à éradiquer la malnutrition, dont les causes sont multiples et complexes. La pauvreté reste le principal obstacle à une bonne alimentation. Un régime sain et diversifié coûte plus cher que trois bols de riz par jour. Pour que chacun ait les moyens de se procurer une nourriture adéquate, les États peuvent agir sur les prix ou lutter contre la pau-

«Des aliments de bonne qualité n'auront pas de bienfaits nutritionnels si les gens boivent de l'eau contaminée ou s'ils vivent dans un environnement malsain qui constitue un risque permanent d'infections», relève Lina Mahy, au Comité permanent de la nutrition des Nations Unies. Le manque d'informations pose aussi un problème : «Souvent, les femmes ne choisissent pas les bons aliments, ne les préparent pas correctement et connaissent mal les besoins nutritionnels des enfants. Elles ne savent pas, par exemple, qu'un nourrisson doit être allaité exclusivement au sein jusqu'à l'âge de six mois.» Dans plusieurs pays, des programmes d'éducation nutritionnelle visent à informer les mères sur les bonnes pratiques en matière d'alimentation et de soins. Reste que ces dernières n'ont pas toujours assez de temps pour s'occuper de leur famille, déplore Lina Mahy : «Si une mère travaille aux champs toute la journée, elle ne peut pas donner à son jeune enfant les cinq repas par jour dont il a besoin.» ■

« Nous sommes plus forts ensemble que divisés »

Réformé en 2009, le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) est devenu une plateforme internationale sur laquelle tous les acteurs œuvrent collectivement pour éradiquer la faim et la malnutrition. Selon sa présidente Gerda Verburg, d'immenses progrès ont été réalisés ces dernières années au niveau politique. Entretien avec Jane-Lise Schneeberger.



Récolte de blé dans les Andes péruviennes : pour que la profession d'agriculteur reste attractive, il faut investir dans le développement de machines et de techniques respectueuses de l'environnement.



Gerda Verburg est née en 1957 à Zwammerdam, aux Pays-Bas, et a grandi dans une exploitation laitière. De 1980 à 1997, elle a exercé diverses responsabilités dans une association chrétienne de jeunes agriculteurs, puis au sein de la Fédération néerlandaise des syndicats chrétiens. Plus tard, elle a siégé pendant neuf ans au Parlement néerlandais, dans les rangs du parti démocrate-chrétien. De 2007 à 2010, elle a été ministre de l'agriculture. Durant ce mandat, M^{me} Verburg a également présidé pendant deux ans la Commission de l'ONU sur le développement durable. Depuis 2011, elle représente les Pays-Bas auprès des organisations des Nations Unies basées à Rome (FAO, PAM et FIDA). Parallèlement, elle a été élue en octobre 2013 à la présidence du Comité de la sécurité alimentaire mondiale.

Un seul monde : Qu'est-ce qui empêche aujourd'hui d'assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le monde ?

Gerda Verburg : L'un des principaux obstacles tient au fait que nous abordons le problème de manière trop compartimentée. La sécurité alimentaire et la nutrition concernent presque chaque aspect de la vie quotidienne. Elles sont affectées par des décisions et des événements qui touchent une multitude de secteurs : eau, énergie, changement climatique, santé, technologie, transports, etc. Nous devrions adopter une approche holistique qui intègre toutes ces dimensions et inclue tous les acteurs concernés.

Dans les pays en développement, la production alimentaire devrait presque doubler d'ici 2050 pour nourrir toute la population. Les petits paysans sont-ils en mesure d'augmenter suffisamment leurs rendements ?

Oui, c'est faisable. Les petits exploitants qui participent au CSA me le rappellent souvent. Ils sont peut-être « petits », mais forts et surtout nombreux. Ce sont eux qui investissent le plus dans leurs exploitations, car ils veulent augmenter leur productivité, améliorer leur bien-être et nourrir leur fa-

mille. Néanmoins, ils ont besoin de notre aide, et pas uniquement pour accroître les rendements. Nous devons également évaluer leurs besoins en matière d'accès aux marchés et considérer les aspects intergénérationnels. En effet, si les paysans ne peuvent plus gagner décemment leur vie, il est probable que leurs enfants, puis leurs petits-enfants, partiront vers les villes. Nous devons investir aujourd'hui dans l'agriculture afin d'offrir aux générations futures des moyens d'existence durables.

En 2009, le CSA a fait l'objet d'une importante réforme. Quels sont aujourd'hui ses atouts ?

Deux changements marquants ont eu lieu : l'intégration au CSA d'une large palette d'acteurs non gouvernementaux et la création du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (HLPE). Le CSA est aujourd'hui nettement plus participatif et plus efficace. Il peut s'appuyer sur les analyses scientifiques que lui fournit le HLPE et ses décisions sont prises collectivement par tous les acteurs concernés, y compris la société civile et le secteur privé. Son atout principal réside dans cette combinaison entre les observations scientifiques et la diversité des opinions des gens qui travaillent sur le terrain.



Carl Walsh/Aurora/laif

L'ordinateur portable deviendra un instrument de travail indispensable également pour les paysans. Il l'est déjà, par exemple, dans ce projet de plantation de manioc au Kenya.

Un ancien forum redynamisé

Le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) a été créé par l'ONU en 1974, avec pour mandat de suivre et d'examiner les politiques relatives à la sécurité alimentaire mondiale. Après la crise de 2007-2008, ses 127 États membres ont décidé de le réformer en profondeur, afin qu'il puisse intervenir plus efficacement sur les crises à court terme et sur les questions structurelles à long terme. Ils ont ouvert le CSA aux autres parties prenantes (société civile, ONG, instituts de recherche, secteur privé, institutions financières, fondations philanthropiques, autres agences onusiennes, etc.) et redéfini son rôle. Le CSA est chargé notamment des tâches suivantes : coordonner l'approche mondiale de la sécurité alimentaire et de la nutrition ; promouvoir la convergence des politiques ; fournir un appui aux pays et aux régions. www.fao.org/cfs

Est-il toujours possible de réunir un consensus ?

Les recommandations du CSA résultent de compromis âprement négociés, mais c'est précisément ce qui leur donne du poids et de la légitimité. Si nous parvenons à des consensus, c'est parce que chacun respecte les règles du jeu et a confiance dans le processus. Toutes les parties prenantes en sont conscientes : nous sommes plus forts ensemble que divisés. Depuis la réforme, le CSA s'est prononcé sur beaucoup de sujets brûlants et controversés, comme la propriété foncière, les agrocarburants et le changement climatique. Cette année, il analysera les crises prolongées, la gestion de l'eau et l'accès des petits paysans aux marchés.

A-t-il déjà pris position sur la culture de denrées « bio-enrichies » ou génétiquement modifiées ?

Non, le CSA n'a pas encore abordé ces questions. Personnellement, j'estime que nous devons explorer toutes les solutions technologiques susceptibles de nous aider à relever le défi de la faim et de la malnutrition dans le respect de l'environnement. Le débat sur le bio-enrichissement et les OGM est extrêmement polarisé, beaucoup trop à mes yeux. Je regrette que l'on ne puisse pas discuter sereinement des risques et des bénéfices de ces méthodes, en nous basant sur des faits objectifs. De manière générale, nous devons veiller à ne pas écarter trop vite des outils novateurs qui pourraient améliorer considérablement les conditions de travail des agriculteurs.

À quels outils pensez-vous, précisément ?

La mécanisation, par exemple, est indispensable pour rendre l'agriculture de demain plus attractive. Mais il faudra trouver des machines et des techniques plus respectueuses de l'environnement et adaptées au contexte. Je pense aussi aux technologies de l'information. Aujourd'hui déjà, elles aident des paysans à s'adapter aux variations climatiques et à limiter les pertes de leur récolte. Les images satellites sont utilisées pour régler des questions foncières. On peut imaginer que, bientôt, des drones serviront à contrôler les criquets et autres ennemis des cultures. Les innovations technologiques recèlent encore un immense potentiel.

Comment se traduit sur le terrain l'engagement actuel de la communauté internationale à éradiquer la malnutrition ?

D'immenses progrès ont été accomplis depuis la crise alimentaire de 2008. Au niveau mondial, les membres du CSA ont adopté les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers, puis les Principes pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires. Les premiers résultats apparaissent sur le terrain : plusieurs États ont déjà réformé leur législation ; des entreprises ont également décidé de se conformer aux nouvelles normes ; des ONG ont lancé des initiatives afin d'aider les petits paysans à adopter de meilleures pratiques. C'est le signe que nous sommes sur la bonne voie. ■

(De l'anglais)

Des grains que les rats n'auront pas

Faute de moyens adéquats de stockage à la ferme, les paysans du Sud perdent une grande partie des denrées qu'ils récoltent. Afin d'améliorer leur sécurité alimentaire, la DDC soutient la diffusion de moyens d'entreposage novateurs. Les silos métalliques constituent la technologie la plus performante, mais ils requièrent un investissement initial conséquent.



Dans les structures de stockage traditionnelles, comme celles-ci au Bénin, les céréales ou le maïs ne se conservent pas longtemps.

(jls) À condition d'être conservées à l'abri des rats, des insectes, des oiseaux et de l'humidité, les céréales se conservent longtemps. Elles devraient nourrir les familles rurales jusqu'à la prochaine récolte. Dans les pays en développement, la plupart des agriculteurs ne disposent toutefois que de moyens de stockage rudimentaires. Ils perdent ainsi une grande quantité de denrées, ce qui compromet leur sécurité alimentaire. L'absence d'installations adéquates représente également un important manque à gagner. Pour éviter de voir leur production dévorée par des ravageurs, beaucoup d'exploitants décident en effet de la vendre juste après la récolte. C'est le moment le moins favorable, car les prix sont alors au plus bas étant donné l'abondance de l'offre.

Des haricots et du maïs toute l'année

Depuis plus de trente ans, la DDC aide les petits paysans à améliorer leurs systèmes d'entreposage des céréales et des légumineuses. Son premier programme, intitulé Postcosecha (post-récolte en espagnol), a été réalisé entre 1983 et 2003 en Amérique centrale. Il portait sur l'introduction de silos

métalliques destinés à la conservation du maïs et des haricots, qui sont les deux principaux aliments consommés dans la région. Au Honduras, au Nicaragua, au Guatemala et au Salvador, des artisans locaux ont été formés à la fabrication de ces conteneurs en tôle galvanisée. Des agents de vulgarisation agricole ont appris aux paysans à les utiliser et à les entretenir correctement.

Le programme Postcosecha a permis de mettre en exploitation au moins 670 000 silos. Ce nombre augmente constamment, car les mécanismes établis pour en assurer la production et la diffusion ont continué de fonctionner après le retrait de la DDC. « Les silos les plus demandés ont une capacité d'environ 800 kilos. Cela suffit pour stocker les haricots et le maïs dont une famille de six personnes a besoin pour se nourrir pendant toute l'année », note Max Streit, qui s'occupe de ce thème à la DDC. L'ensilage accroît également le revenu des paysans : ces derniers peuvent se permettre d'attendre que les prix remontent sur le marché pour vendre une partie de leur récolte.

Toutefois, certains exploitants ne voulaient ou ne pouvaient pas se lancer d'emblée dans l'achat d'un silo. Ils préféraient commencer par de petites innovations. C'est pourquoi Postcosecha proposait également d'améliorer les moyens d'entreposage existants. Ainsi, des cabanes en bois traditionnelles ont été surélevées et leurs poteaux munis de dispositifs de protection contre les rats.

Pertes au Sud, gaspillages au Nord

Un tiers des aliments produits dans le monde sont perdus ou gaspillés le long de la chaîne alimentaire, estime la FAO. Cela représente 1,3 milliard de tonnes par an. Dans les pays industrialisés, un gaspillage considérable se produit au niveau du commerce de détail et de la consommation. En Europe et en Amérique du Nord, chaque consommateur jette à la poubelle entre 95 et 115 kilos de nourriture par an. Dans les pays en développement, on gaspille beaucoup moins. En revanche, de grandes quantités de denrées sont perdues durant la production agricole et les opérations post-récolte : le séchage, le décorticage, la transformation, le transport et, surtout, l'entreposage. Ces pertes sont dues à des infrastructures défectueuses, à des technologies dépassées et à la faiblesse des investissements dans les systèmes alimentaires.



Des ouvriers africains apprennent à fabriquer des silos métalliques. De solides sacs en plastique garantissent également un stockage hermétique, mais ils ne protègent ni contre les rongeurs ni contre certains insectes.

De quoi nourrir 48 millions de personnes

En Afrique subsaharienne, les céréales constituent la base de l'alimentation pour la majorité de la population. Elles assurent également 70% du revenu des ménages ruraux. Cependant, on estime qu'entre 10 et 20% des grains récoltés se perdent avant le processus de transformation. Ils se décomposent ou sont infestés par des parasites, des champignons ou des microbes. Selon un rapport publié en 2011 par la Banque mondiale et la FAO, les pertes post-récolte atteindraient l'équivalent de 4 milliards de dollars. C'est approximativement la valeur totale des importations céréalières de l'Afrique subsaharienne. Les denrées alimentaires perdues pourraient combler les besoins caloriques annuels d'au moins 48 millions de personnes.

Silos, sacs, bidons ou tonneaux

Devant le succès rencontré en Amérique centrale, la DDC a décidé de transférer dans d'autres régions du monde la méthodologie mise au point pour assurer la diffusion de solutions de stockage. Depuis l'an dernier, elle finance des interventions similaires dans onze pays d'Afrique subsaharienne et deux pays d'Amérique latine. Ses projets sont réalisés par différents partenaires sur le terrain.

Les paysans africains ont généralement des revenus inférieurs à leurs confrères d'Amérique centrale. Ils ont donc davantage de peine à se procurer la technologie la plus performante. En Tanzanie, par exemple, un conteneur métallique d'une capacité de 1800 kg coûte environ 150 dollars. «Le silo représente l'investissement le plus rentable à long terme, car il offre une protection totale et sa durée de vie est de quinze à vingt ans. Cependant, il exige un capital de départ substantiel», remarque Max Streit.

Les partenaires de la DDC s'efforcent par conséquent d'améliorer l'accès des paysans aux silos. Ils en démontrent la rentabilité aux institutions locales de microfinance, afin de convaincre ces dernières d'accorder des prêts aux petits exploitants. D'autre part, ils incitent les autorités à baisser les taxes sur le métal, qui renchérissent le prix des conteneurs.

En parallèle, les projets proposent quelques mé-

thodes de stockage qui requièrent un investissement initial moins élevé. Leur liste d'options comprend une version améliorée du silo traditionnel en argile, des sacs en jute ou en sisal, des bidons en plastique, des tonneaux métalliques et deux types de sacs en plastique qui garantissent un stockage hermétique. Ces derniers se vendent quelques dollars la pièce. Cependant, ils ne peuvent contenir que cent kilos de grains et ils se détériorent après deux ou trois ans. En outre, les sacs en plastique ne protègent ni contre les rongeurs ni contre certains insectes, comme le grand capucin du maïs. Ce ravageur cause des dégâts considérables en Afrique.

Les pertes post-récolte en point de mire

La crise alimentaire mondiale de 2007-2008 a mis en lumière la nécessité de réduire les pertes post-récolte, afin de pouvoir nourrir toute la population. De nombreux donateurs sont prêts à investir dans ce domaine jusqu'ici négligé. Au sein de son Réseau sur l'agriculture et la sécurité alimentaire, la DDC organise des échanges entre les acteurs intéressés par la gestion post-récolte. «Si plusieurs bailleurs de fonds et les pays concernés conjuguent leurs efforts, nous pourrions passer à une échelle beaucoup plus grande», espère Max Streit. «On compte des centaines de millions de petits paysans en Afrique subsaharienne et la plupart d'entre eux ont besoin de solutions de stockage sûres.» ■

Recensement de technologies éprouvées

Partout dans le monde, des paysans luttent contre la dégradation des sols, qui sont à la base de la production alimentaire. Ils recourent à toutes sortes de technologies ou de méthodes afin de préserver leurs terres et d'en augmenter la fertilité. Gérée par l'Université de Berne, une base de données unique en son genre recense les meilleures pratiques et assure leur diffusion.

(jls) Les surfaces arables de la planète disparaissent à vue d'œil sous l'effet de multiples facteurs : mauvaises pratiques culturales, surpâturage, érosion, urbanisation, déforestation, changement climatique, etc. Le Centre pour le développement et l'environnement (CDE) de l'Université de Berne recense depuis 1992 les efforts déployés par les paysans pour stopper ou prévenir la dégradation de leurs terres. Avec l'appui de la DDC, il a créé le Panorama mondial des approches et technologies de conservation (Wocat), un réseau international d'experts dédié à la gestion durable des sols. « Plutôt que de mesurer l'ampleur des dégâts, nous avons voulu montrer qu'il y a des moyens de les prévenir et aider les paysans à prendre les bonnes décisions », explique Hanspeter Liniger, directeur du Wocat. Une base de données, librement accessible sur Internet, contient déjà plus de 750 technologies et approches, venant d'une cinquantaine de pays, qui ont fait leurs preuves sur le terrain.

La culture en terrasses, une tradition millénaire

L'une des expériences les plus impressionnantes a été réalisée dans la vallée du Varzob, au Tadjikistan. Un paysan a réussi à convertir un pâturage dégradé en un verger et une surface fourragère, en combinant diverses technologies : il a construit des terrasses, planté ses arbres fruitiers dans des fossés qui retiennent l'eau de ruissellement et fertilisé le sol avec du fumier. Sa parcelle, située sur un versant très abrupt, ressemble à un îlot de verdure au milieu d'un paysage désolé. Tout autour, le surpâturage a fait disparaître la couverture végétale.

La culture en terrasses est une technologie millénaire qui permet de rendre cultivables des terrains escarpés, de conserver l'eau et de freiner l'érosion. Elle évolue au fil du temps et diffère d'une région à l'autre. Le Wocat en a recensé de nombreuses variantes. Certaines terrasses sont irriguées, comme celles de Bali (Indonésie), où l'on cultive du riz paddy. D'autres ne dépendent que de la pluie. Le type de contremarche varie également. Dans la vallée andine du Colca, au Pérou, on a réhabilité des terrasses datant de l'an 600, qui sont soutenues par des murets en pierres. Au Kenya, ce sont des talus



Hanspeter Liniger

Un îlot de verdure sur un versant érodé : dans la vallée du Varzob, au Tadjikistan, un paysan a réussi à cultiver des fruits et du fourrage en combinant diverses technologies.

en terre qui retiennent les terrasses Fanya juu : il s'agit d'une technique traditionnelle qui consiste à creuser des tranchées le long des courbes de niveau en rejetant la terre vers le haut, de manière à former une digue. À une autre échelle, les terrasses du Plateau de Loess, en Chine, occupent 73 000 km². Construites entre 1964 et 1978, elles ont permis de reverdir des versants gravement érodés.

Des valeurs sûres et des innovations prometteuses

Que ce soit en Colombie, aux Philippines ou au Niger, les exemples d'agroforesterie foisonnent également. Ce mode d'exploitation associe des arbres aux cultures ou aux pâturages. En Afrique de l'Est, le *Grevillea robusta* est de plus en plus présent dans les plantations de maïs, de haricots ou de

Les publications du Wocat

En s'appuyant sur les informations stockées dans sa base de données, le Wocat a déjà produit plus de vingt publications, en collaboration avec différents partenaires. Le livre *Vers une terre plus verte*, paru en 2007, analyse 42 initiatives de conservation de l'eau et des sols dans le monde entier. Il formule des recommandations politiques à l'intention des décideurs et des organismes de développement. En 2011, le Wocat a publié *La pratique de gestion durable des terres*, qui réunit des directives et des bonnes pratiques pour l'Afrique subsaharienne. En 2013, *La collecte de l'eau* a présenté des bonnes pratiques pour les zones arides et l'agriculture pluviale. Par ailleurs, neuf pays du Sud ont publié des rapports nationaux sur leurs expériences de gestion durable des terres. www.wocat.net



F. IREVESSUS/CHILAY

Dans le cadre d'une campagne de reboisement organisée par le gouvernement érythréen, la population locale aménage des terrasses à flanc de colline. Elle plantera des arbres dans les tranchées en les espaçant de 2 mètres.

Un allié silencieux

Les sols courent un grave danger. Un tiers d'entre eux sont déjà modérément ou fortement dégradés. Si ce phénomène se poursuit au rythme actuel, les générations futures ne pourront pas satisfaire leurs besoins en nourriture, fourrage, bois, eau et matières premières.

Afin de braquer les projecteurs sur les risques encourus par cette ressource vitale, l'ONU a déclaré 2015 Année internationale des sols. Son objectif principal est de sensibiliser le public à la nécessité de préserver les terres agricoles et de les gérer de manière durable. « Les sols n'ont pas de voix et peu de gens parlent pour eux. Ils sont notre allié silencieux dans la production alimentaire », a déclaré José Graziano da Silva, directeur général de la FAO. En collaboration avec le CDE, la DDC organise une manifestation le 17 juin à Berne à cette occasion. www.sols2015.ch

thé. Cet arbre originaire d'Australie rend de multiples services. Il protège du vent, fait beaucoup d'ombre et améliore la fertilité du sol, tout en fournissant du bois et du fourrage.

La collecte de l'eau a toujours été le premier souci des paysans dans les zones arides. La base de données décrit quelques-unes des méthodes qu'ils ont imaginées pour capter l'eau de pluie ou de ruissellement, l'acheminer jusqu'aux cultures ou la conserver en prévision de la saison sèche. Les dispositifs de stockage vont de la citerne souterraine au barrage de terre ou de sable, en passant par l'étang de ferme ou la cuve en ferrociment. Certaines innovations sont prometteuses. Ainsi, un producteur de coton du Madhya Pradesh, en Inde, a mis au point un système de micro-irrigation qui présente tous les avantages des méthodes conventionnelles, mais à un coût nettement plus abordable. En raison de leur surexploitation due à l'accroissement du cheptel mondial, les pâturages sont aujourd'hui les terres agricoles les plus dégradées. Toutefois, c'est dans ce domaine que le Wocat a recueilli le moins d'exemples de bonnes pratiques. La rotation des pâtures, qui laisse aux terres un temps de jachère, reste le meilleur moyen de préserver le couvert végétal.

Consécration internationale

Toutes ces technologies sont présentées sous une

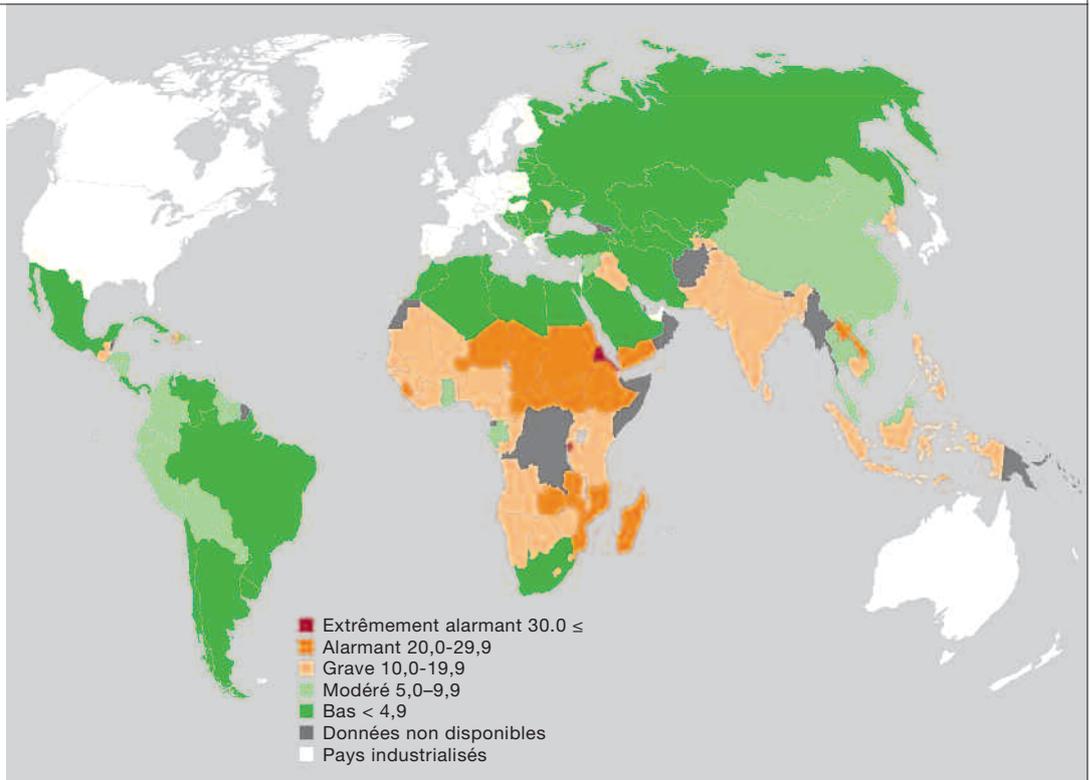
forme standardisée qui en facilite l'analyse et la comparaison. La base de données est alimentée par des vulgarisateurs agricoles, des agronomes et d'autres experts actifs sur le terrain. « Nous avons élaboré une méthode et formé nos partenaires pour qu'ils sachent l'utiliser. Ce sont eux qui rassemblent les connaissances existantes dans leur pays », explique le directeur.

Utilisée par une cinquantaine de pays actuellement, cette plateforme aura bientôt une portée universelle. En avril 2014, elle est en effet devenue la base de données officielle de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CLD). Le Wocat a reçu la mission d'aider les 196 pays membres à recenser chez eux les meilleures pratiques de gestion durable des terres. « Nous ne pouvons pas rêver d'une plus grande consécration internationale », se réjouit Hanspeter Liniger. L'action de la CLD porte sur la dégradation des sols dans toutes les zones sèches de la planète, ce qui représente 40% des surfaces émergées. ■

Faits et chiffres

Indice de la faim dans le monde 2014

L'Indice mondial de la faim (GHI) se base sur les données suivantes : le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans, la part des enfants de moins de cinq ans en insuffisance pondérale et la part des personnes sous-alimentées. Les pays sont classés sur une échelle allant de 0 à 100 points. Le GHI 2014 est extrêmement alarmant dans deux pays (Érythrée et Burundi) et alarmant dans quatorze autres (dont dix en Afrique subsaharienne). Pour certains pays, comme l'Afghanistan, la RDC, la Birmanie et la Somalie, la rareté des données ne permet pas de calculer le GHI.



Source : von Grebmer et al./IFPRI

Chiffres clés

- Environ 805 millions d'êtres humains sont sous-alimentés, plus de 2 milliards souffrent de carences nutritionnelles et plus de 1,9 milliard d'adultes sont en surpoids (dont 600 millions d'obèses).
- La faim et les carences nutritionnelles provoquent chaque année la mort de 3,1 millions d'enfants âgés de moins de cinq ans. Cela représente 45% de tous les décès d'enfants.
- Signe de malnutrition chronique, environ 162 millions d'enfants de moins de cinq ans souffrent d'un retard de croissance qui affecte leur santé et leur développement.
- La surcharge pondérale et l'obésité sont responsables de la mort de 3,4 millions de personnes par an. Le surpoids se définit par un indice de masse corporelle (IMC) égal ou supérieur à 25 et l'obésité par un IMC égal ou supérieur à 30.

Liens

Deuxième conférence internationale sur la nutrition (CIN2)
www.fao.org/about/meetings/icn2/fr

Comité permanent de la nutrition des Nations Unies (UNSCN)
www.unscn.org

Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), Washington
www.ifpri.org

Réseau de la DDC sur l'agriculture et la sécurité alimentaire (A+FS Network)
www.sdc.foodsecurity.ch

Citations

« Il est difficile d'imaginer plus grande injustice que celle qui prive l'enfant, dans le ventre de sa mère et dès son plus jeune âge, de la capacité de développer pleinement ses talents tout au long de sa vie. »

Anthony Lake, directeur général de l'Unicef

« Une partie de notre monde déséquilibré meurt encore de faim. Et une autre partie se gave jusqu'à l'obésité, à tel point que l'espérance de vie recule à nouveau. »

Margaret Chan, directrice générale de l'Organisation mondiale de la santé



Clemens Emmert/laif

Un peuple désabusé s'oppose au projet du siècle

Le président Daniel Ortega promet que le canal du Nicaragua libérera son pays de la pauvreté. Pour le construire, il fait appel à des capitaux chinois. Mais toujours plus de gens se joignent aux protestations contre le « grand fossé » prévu. Cette opposition s'inscrit dans un combat pour les droits fondamentaux et la démocratie. Un reportage d'Andrea Müller et Tanja Lander*.



Des paysans de Nueva Guinea sont venus à Managua pour protester contre la construction du canal.

La bruine tombe sans interruption. Une lourde bétailière, qui fait office de bus, grimpe péniblement sur la route glissante dépourvue de revêtement. À bord du véhicule, Sebastián Gutiérrez est assis sur un étroit banc de bois. Il tient d'une main son téléphone portable jouant de la musique des années 80, de l'autre une liasse de papiers. Il relit avec soin chacune de ces feuilles, alors qu'il en connaît le contenu par cœur depuis longtemps. C'est la loi 840. Cet activiste et futur juriste est en route pour La Unión, un village où il participera à une assemblée. En tant que représentant du Centre nicaraguayen des droits de l'homme, il y rencontrera un groupe de paysans appartenant au Comité de défense de la propriété privée.

Le trajet reliant la petite ville de Nueva Guinea – dans la Région autonome de l'Atlantique Sud – à La Unión dure deux heures. Le village se situe à environ 330 km de Managua, la capitale. Cette ré-

gion reculée est très verte, couverte de plantes tropicales et sillonnée de cours d'eau. Elle était peu peuplée avant le 20^e siècle, époque où l'on s'est mis à déboiser à grande échelle. La plupart de ses habitants ne s'y sont installés qu'à partir des années 70 : quelque 1600 familles y ont été transplantées après le grave séisme de 1972 et l'éruption du volcan Cerro Negro. Cultures de maïs et de haricots font de Nueva Guinea l'une des régions agricoles les plus productives du Nicaragua. Les sols étant dégradés un peu partout, toujours plus de champs cultivés sont toutefois transformés en pâturages. Selon le recensement de 2011, les éleveurs sont plus nombreux ici que partout ailleurs dans le pays.

Des méthodes expéditives

La Unión est en effervescence : « Cela va mal tourner », s'inquiète Sebastián Gutiérrez. Il sort du bus et entre dans la maison d'Amparo Jaime où doit se

tenir la réunion. Les paysans affluent petit à petit – d’abord dix, puis vingt et enfin une quarantaine de personnes sont rassemblées dans le garage. Les hommes portent des bottes de caoutchouc, des jeans, une chemise et un chapeau de cow-boy. Tous veulent parler en même temps. Celestino Suárez, coordinateur du Comité de défense de la propriété privée, est le premier à obtenir la parole : « Notre organisation est née parce que les Chinois sont venus ici et ont exigé d’avoir accès à nos parcelles. Ils voulaient mesurer nos terres, sans autorisation. Nous



Celestino Suárez, Amparo Jaime et Francisca Ramírez s’opposent à l’expropriation qui les menace.



Tanja Lander (3)

avons commencé alors à nous préoccuper sérieusement de ce canal.»

M. Suárez fait référence à la voie navigable de 280 km de longueur et pouvant atteindre 500 m de largeur par endroits, censée relier un jour le Pacifique à l’Atlantique. Si le président Daniel Ortega parvient à imposer sa volonté, les porte-conteneurs pourront traverser également le Nicaragua dès 2020, alors que le passage obligé est aujourd’hui le canal de Panama. Mais pour réaliser sa vision d’un « grand canal », le président a besoin de l’investisseur Wang Jing, de Hong Kong. Celui-ci a créé tout exprès la société HKND (Hong Kong Nicaragua Canal Development), laquelle a obtenu une concession de cinquante ans, avec l’option de doubler cette durée. Le canal englobe des projets annexes : des complexes

touristiques, un aéroport, deux ports en eaux profondes et une zone de libre-échange. Daniel Ortega a créé en 2012 une loi ad hoc portant le numéro 840. Le Parlement, largement dominé par le Front sandiniste de libération nationale (FSLN), l’a adoptée en quelques jours. Mais depuis que Wang Jing et le gouvernement ont annoncé, peu avant Noël 2014, le début des travaux et leur volonté de régler les questions foncières au cours du premier trimestre 2015, les paysans nicaraguayens descendent dans la rue. Ils réclament l’abrogation de la loi 840.

Le Nicaragua en bref

Capitale

Managua

Superficie

130 373 km²

Population

6,17 millions d’habitants

Espérance de vie

74,5 ans

Langues

Espagnol (langue officielle), miskito, rama, sumo

Composition ethnique

Métis (70%), Blancs (18%), Noirs (8%), Amérindiens (4%)

Religions

Catholiques (59%), protestants (23%), autres (18%)

Produits d’exportation

Café, viande de bœuf, crevettes, cacahuètes, sucre, or, textiles, huile de palme, rhum, tabac

Branches économiques

Le pays tire 25% de sa capacité économique de l’agriculture. Un autre quart résulte de la transformation de produits agricoles, suivie par les mines d’or, l’industrie textile et le tourisme.

Pauvreté

Le Nicaragua occupe le 132^e rang au classement mondial selon l’indice de développement humain et 42,5% de la population vit dans la pauvreté (2 dollars ou moins par jour).



Menacés d’expropriation

Comme La Unión se trouve sur le tracé prévu de la voie navigable, les paysans se voient contraints de vendre leurs terres, faute de quoi ils seront expropriés. Celestino Suárez demande : « Qu’est-ce que nous ferons alors ? Où irons-nous ? Nous ne savons rien faire d’autre que cultiver nos champs. » De plus, les sommes accordées à titre de dédommagement ne sont pas équitables. Selon la loi, les paysans obtiennent le prix de cadastre, lequel résulte d’une estimation arbitraire des autorités. Angel Urbina, qui vient du village voisin La Fonseca, s’insurge : « Qu’est-ce que le prix du cadastre va m’apporter ? Rien ne remplacera ma ferme. Je voudrais vivre encore cinquante ans et rêver de mourir sur ma terre. » Telémaco Talavera, porte-parole de la Commission pour le projet de canal, répète aux médias que les propriétaires foncières seront dédommagés correctement, mais les paysans de La Unión n’en croient pas



Tanja Lander

Si tout se déroule selon les plans du gouvernement, ce seront bientôt plus des vaches qui passeront par ici, mais des porte-conteneurs.

un mot. D'autant moins depuis que ce représentant du gouvernement a annulé sans préavis deux rencontres avec eux.

Celestino Suárez explique qu'à 70 ans, il n'est pas question pour lui d'entamer une nouvelle vie. Il évoque la guerre des années 80 : après le renversement du dictateur Anastasio Somoza par la révolution sandiniste de 1979, les Contras ont pris les armes en 1981, avec le soutien des États-Unis. La guérilla fut particulièrement violente dans la région de Nueva Guinea et dans le nord du pays. « Quand j'ai démarré, peu avant la guerre, je n'avais presque rien. J'ai planté du manioc, des pommes de terre et du chili. Après, j'ai dû tout recommencer à zéro », se souvient M. Suárez. Le temps serait venu pour lui de se reposer, mais le canal du Nicaragua ne lui en laisse pas la possibilité.

Révolte contre les dirigeants

Partout dans le pays, les paysans s'organisent. Le comité affirme que plus de 15 000 personnes se seraient jointes aux manifestations contre le canal, rien que dans la région de Nueva Guinea. Ce chiffre n'a toutefois pas été confirmé. Alors que le projet pharaonique est au centre de la résistance populaire, l'enjeu est plus vaste : le débat porte sur la manière dont le président Ortega gouverne le pays – lui qui incarnait autrefois l'espoir de la gauche –, sur la défense des droits fondamentaux et sur la souveraineté du peuple. « Nous vivons dans la peur ici au Nicaragua. Mais nous préférons mourir plutôt que de brader notre pays », lance, furieuse, Francisca Ramírez en retenant ses larmes. Cette paysanne de La Fonseca est une importante coordinatrice du mouvement de protestation. Depuis qu'elle manifeste, la police a voulu l'arrêter plusieurs fois. Cependant, elle

ne se laisse pas intimider : « Nos droits sont bafoués depuis des années, mais le Nicaragua est en train de se réveiller. Nous devons nous insurger contre ce gouvernement, même si cela devient dur. »

La jeune avocate Grisel Martínez aide au travail de mobilisation : « Si des gens pensent que le canal est une source de progrès, je leur remets le texte de la loi. Et je leur dis que nous pourrions en reparler quand ils l'auront lu. » M^{me} Martínez doute que le conflit avec le gouvernement puisse trouver une solution pacifique. Devant l'assemblée, elle affirme d'un ton résolu : « Je vous le dis, nous pouvons continuer avec nos manifestations pacifiques. Mais Daniel [Ortega] enverra ses sbires tuer le peuple. » Il n'y a même pas de dialogue avec le gouvernement, dit-elle. Comme d'autres opposants, cette juriste pense que le canal ne se réalisera jamais. « Mais cela ne change rien. Notre président a déjà vendu la souveraineté du pays. Avec cette loi, le Nicaragua sera bientôt gouverné par les Chinois. » Tout le monde l'applaudit.

Opposants de tous les milieux

Le canal est depuis longtemps l'exutoire des Nicaraguayens qui ont besoin d'exprimer leur colère contre l'autoritarisme de la famille dirigeante. Les opposants à ce projet viennent de divers horizons politiques et catégories sociales : paysans désabusés, protecteurs de l'environnement, féministes... Un an avant l'élection présidentielle, ces protestations massives arrangent l'opposition conservatrice et libérale. D'anciens compagnons de route de Daniel Ortega nourrissent aussi déception et colère. L'un d'eux est le poète Ernesto Cardenal. Il s'est exprimé très clairement à l'occasion de son 90^e anniversaire : « Nous avons maintenant une dictature de la famille Ortega. Ce n'est pas pour cela que nous nous sommes battus. »

Comme la plupart des personnes rassemblées à La Unión, l'activiste Sebastián Gutiérrez craint des affrontements sanglants après une paix qui n'aura duré que 24 ans. Mais il espère que l'on parviendra à trouver une solution pacifique au conflit. Au moment où le comité repart lentement de chez lui, Amparo Jaime s'exprime enfin : « Nous n'avons peut-être pas la meilleure des formations scolaires, mais nous ne sommes plus aussi stupides et crédules qu'avant. Ce canal fera de nous tous des perdants. » ■

** Andrea Müller (texte) et Tanja Lander (photos) ont travaillé de novembre 2014 à février 2015 au quotidien « El Nuevo Diario », à Managua. Elles y effectuaient un stage dans le cadre de leur formation à l'école suisse de journalisme MAZ.*

(De l'allemand)

Un grand projet controversé

Le 22 décembre 2014, le président Daniel Ortega et l'investisseur chinois Wang Jing ont lancé officiellement la construction du canal du Nicaragua. Depuis lors, troubles et protestations se multiplient. La police les réprime brutalement. Plusieurs manifestants ont été incarcérés jusqu'à une semaine sans inculpation. Le mouvement réunit des paysans, déterminés à défendre leurs terres, mais également beaucoup d'écologistes qui craignent la destruction du lac Nicaragua, la plus grande réserve d'eau douce d'Amérique centrale. Les experts doutent de la rentabilité du canal, vu la proximité de celui de Panama. Selon l'ONG Centre Alexander von Humboldt, à Managua, plus de 100 000 personnes vivent dans un corridor de 10 km de large le long du tracé prévu. Selon les données officielles des investisseurs, ce projet nécessitera le déplacement d'environ 5 000 familles.

Sur le terrain avec...

Andreas Gerrits, vice-directeur régional de la DDC pour l'Amérique centrale à Managua

Mon partenaire et moi vivons depuis deux ans au Nicaragua. Notre relation a été accueillie d'emblée dans un esprit de bienveillante tolérance. Cela ne va pas de soi dans une société conservatrice, catholique et empreinte de machisme. Notre statut d'étrangers nous place naturellement dans une situation privilégiée. Beaucoup de jeunes homosexuels locaux n'osent toujours pas faire leur *coming out*. La situation est particulièrement difficile en zone rurale. C'est pourquoi nous espérons contribuer quelque peu au renforcement des mouvements de gays, de lesbiennes et de transsexuels, en vivant ouvertement notre partenariat enregistré et en l'évoquant régulièrement avec notre entourage.



DDC

Managua m'a surpris par la richesse de sa scène culturelle. La capitale propose une riche palette d'activités, qui va de la culture grand public à la danse moderne, en passant par des films hollywoodiens et indépendants, du folklore, du théâtre, etc. L'offre est de bonne qualité, parfois même excellente. La DDC soutient largement le secteur culturel. Elle lui consacre un budget assez important, qui revêt aussi une dimension régionale. Ainsi, nous avons invité plusieurs fois le Teatro Memorias du Honduras au Festival de théâtre francophone de Managua. Ce petit théâtre est spécialisé sur des œuvres de la littérature mondiale qui critiquent la société. Basé dans la vieille ville de Tegucigalpa, il a été rénové grâce à des fonds octroyés par la DDC.

« Souvent, la population souhaite en premier lieu la construction de routes. »

En collaboration avec d'autres donateurs, nous travaillons actuellement à la création d'un fonds commun de soutien à la société civile. Notre but, 36 ans après la révolution sandiniste, est de sensibiliser à nouveau les jeunes aux questions politiques, de les faire participer et d'éveiller leur intérêt pour le développement du pays. Ce projet est mené avec l'UE, l'agence allemande de coopération internationale (GIZ) et l'agence de développement luxembourgeoise (LuxDev). Nous espérons que ce fonds nous procure un poids politique accru face à un thème sensible.

Les autres programmes dont j'ai la charge traitent également de participation. Grâce notamment à sa stabilité politique, le Nicaragua a enregistré une croissance économique modérée au cours de la dernière décennie. De ce fait, ses communes ont aujourd'hui les moyens d'investir dans des projets de construction et d'infrastructure. Mais le savoir-faire et les structures nécessaires manquent la plupart du temps. Nous agissons donc directement auprès des municipalités afin que les décisions relatives aux projets de travaux publics se prennent d'entente avec les milieux concernés, de façon transparente et sans corruption. Souvent, la population souhaite en premier lieu la construction de routes: le Nicaragua compte toujours un grand nombre de régions isolées qui ne sont pas accessibles toute l'année aux véhicules. Des progrès doivent être faits par ailleurs dans l'évacuation des eaux usées et l'approvisionnement en eau potable.

Malgré l'essor économique des dernières années, la pauvreté reste un problème omniprésent. La disparité entre la situation vécue par la majorité de la population et ma position d'expatrié privilégié me pèse parfois. Je visite le plus souvent possible nos projets réalisés à la campagne, où les conditions de vie sont particulièrement difficiles. L'an dernier, par exemple, la sécheresse a fait perdre une récolte, de sorte que beaucoup de gens sont retombés dans un dénuement extrême. ■

(Propos recueillis par Gabriela Neuhaus ; de l'allemand)

Trois piliers

La Suisse est active depuis trente ans en Amérique centrale. Elle a établi le siège de sa coopération régionale à Managua en 1993. Au Nicaragua, la DDC concentre ses efforts sur trois domaines. Le premier est le renforcement des petites entreprises, notamment dans le secteur du cacao, qui doit contribuer à relancer l'économie. Deuxièmement, la DDC travaille directement avec les communes pour ses programmes de décentralisation et de gouvernance locale. Elle soutient dans ce cadre des projets d'infrastructures. Le troisième pilier concerne la gestion des ressources en eau et les méthodes agricoles innovantes. Il vise à atténuer l'impact du changement climatique. Par ailleurs, une équipe de l'Aide humanitaire se trouve sur place. Elle assure une présence immédiate en cas de besoin et prépare des programmes concernant la réduction des risques de catastrophes.

www.dfae.admin.ch/ddc,
« Pays »
www.cooperacion-suiza.admin.ch/nicaragua

Un exquis creuset culturel

Le Nicaragua, petit pays d'Amérique centrale, ne se repère pas facilement sur une carte. Comme tous les peuples du monde, il a toutefois sa propre voix à faire entendre. Ce fragile morceau de terre est parsemé de volcans. Le vent soulève des centaines de vagues, grandes et petites, sur ses lacs, ses mers et ses lagunes. L'air transporte le son des marimbas, le chant du *guardabarranco* (ndlr. oiseau national du Nicaragua) et le rythme des tambours.

À l'époque précolombienne, le Nicaragua fut une terre de commerçants. Les gens étaient assoiffés de connaissances. Ils avaient envie de donner et de recevoir, de partir et de revenir. Cultures et races s'entremêlent ici depuis des temps immémoriaux. Le Nicaragua constitue le centre du continent américain. C'est une passerelle, mais aussi un abri pour nombre de poètes, musiciens, peintres, danseurs, écrivains et chanteurs. Ce pays est connu pour ses théâtres populaires et ses danses multicolores.

La culture du Nicaragua est synonyme de fusion. La mémoire ancestrale de ce qu'elle fut à l'époque préhispanique se mêle aux influences de la colonisation et de la mondialisation. Le va-et-vient des gens, tout au long du siècle dernier, a fait de notre expression culturelle un creuset exquis, une sorte de plat comprenant un riche mélange de substances et de saveurs qui ont mijoté à feu lent.

Le Nicaragua a connu le même développement que n'importe quel autre pays colonisé. Il a progressé lentement, en suivant les aléas de la politique et le rythme de la planète. Grâce à son histoire particulière, nous avons pu profiter d'une période faste qui a stimulé toutes les formes d'expression artistique. C'étaient les années 80, celles de la révolution sandiniste.

Malgré toutes les vicissitudes liées à cette période, la créativité se réveille alors. Le théâtre, la danse, la peinture et la sculpture s'épanouissent. De nouvelles céramiques apparaissent. On chante, on danse, on parcourt les villages du nord au sud. On déclame et on peint des fresques murales dans tout le pays. Tout cela est possible grâce à une politique culturelle unique dans cette réalité sociopolitique. Le modèle socialiste de gauche devient une plateforme, une catapulte. Il nous ouvre les yeux, nous montre que chacun de nous est un artiste en puissance.



Katia Cardenal a commencé à donner des concerts à l'âge de 16 ans avec son frère Salvador.

Ils formaient le duo Guardabarranco. Dans les années 80, leurs chansons faisaient partie du répertoire de la révolution sandiniste. Aujourd'hui, Katia Cardenal est souvent accompagnée à la guitare par sa fille Nina. Connue internationalement, elle a créé le label musical Moka Discos et le festival Encuentro Internacional de Cantautoras, organisé chaque année depuis 2007.

www.katiacardenal.com

Le Nicaragua est le fer de lance culturel de l'Amérique centrale. Si les médias du monde entier parlent surtout de ses conflits politiques et de ses catastrophes naturelles récurrentes, c'est par sa musique et sa poésie qu'il envoûte ceux qui le découvrent. C'est une terre de penseurs, de combattants et de rêveurs.

Même s'il n'y a pas une politique culturelle et éducative qui réponde aux besoins de la population, on continue à faire de la musique, à danser, à peindre et à écrire. En tant que Nicaraguayens, nous pouvons être fiers que notre pays abrite l'un des plus grands festivals de poésie d'Amérique latine, le Festival Internacional de Poesía de Granada. Ici, la culture est spontanée et naturelle. Elle surgit dans toutes les classes sociales et tous les groupes ethniques.

Auteure, compositrice et interprète, je me suis entièrement consacrée à ma vie d'artiste. En 37 ans de carrière, j'ai produit mes propres disques, créé mon propre label, organisé des tournées dans le pays et à l'étranger. J'ai créé le premier festival d'auteures-compositrices-interprètes d'Amérique latine, ainsi que des festivals annuels de chant écologique. J'ai même constitué ma propre fondation pour canaliser cette envie de faire et de créer, de transmettre et d'apprendre. Mais je ne suis qu'une artiste de plus, animée par l'envie obstinée de contribuer à la vie culturelle. Dans notre pays, des centaines de collègues font la même chose. ■

(De l'espagnol)



Des villages raccordés à l'eau potable

La Suisse intervient dans la vallée de Ferghana, en Asie centrale, pour améliorer la gestion de l'eau. Avec le soutien de la DDC, 32 villages ont pu réorganiser et assurer durablement leur approvisionnement en eau potable.



Une eau potable jaillit des nouvelles bornes-fontaines, tandis que celle des canaux d'irrigation est insalubre.

(mw) Dans les zones rurales d'Ouzbékistan et du Tadjikistan, environ 40% des habitants n'ont pas accès à de l'eau potable. C'est pourquoi la DDC appuie l'aménagement de réseaux d'eau locaux dans la vallée de Ferghana qui s'étend sur ces deux pays. Depuis 2004, de nouvelles installations ont été construites dans 32 villages. La population paie des taxes qui couvrent les frais d'exploitation et les coûts d'investissement. Dans vingt ans, les sociétés qui gèrent ces réseaux disposeront ainsi des moyens nécessaires pour les rénover.

Olivier Normand, du Secrétariat international de l'eau, veille à la réalisation du projet sur place. À l'entendre, les gens acceptent volontiers de payer les taxes. «Jusqu'ici, ils avaient le choix entre aller puiser de l'eau dans les canaux d'irrigation ou se la faire livrer par camion-citerne», explique-t-il. L'eau souterraine qui jaillit des nouvelles bornes-fontaines est de meilleure qualité et ne coûte que 0,4 dollar par mètre cube, alors que le prix de celle acheminée par camion se situe entre 11 et 15 dollars. En outre, les femmes et les enfants consacrent moins de temps à aller la chercher.

«De plus en plus de villages s'intéressent à notre système», raconte Olivier Normand. Les banques de développement, dont la Banque mondiale, ont éga-

lement mesuré son potentiel. «Les banques privées ne devraient pas tarder à se manifester, car les prêts destinés à ce genre d'installations peuvent représenter des affaires très rentables», explique-t-il.

Moins de maladies

Outre les réseaux d'eau, le projet de la DDC poursuit d'autres objectifs. L'amélioration générale de l'hygiène en est un : 4000 enseignants ont suivi une formation continue en la matière et 24 écoles ont été équipées de toilettes «ecosan» (contraction de l'anglais *ecological sanitation*, ou assainissement écologique). Contrairement aux toilettes ordinaires, celles-ci n'ont pas besoin d'égouts et utilisent peu d'eau. Urine et matières fécales sont séparées et les nutriments qu'elles contiennent servent d'engrais. «Les toilettes publiques sont souvent très sales et inutilisables, surtout pour les filles», déclare Olivier Normand. C'est pourquoi on installe des toilettes «ecosan» dans les bâtiments publics. «Dans les maisons, de simples latrines suffisent largement pour le moment.» À son avis, les bornes-fontaines et les installations sanitaires ont prouvé leur utilité : «Les cas de grippe et de diarrhée diminuent.» ■

(De l'allemand)

Une vallée très peuplée

Partagée entre trois pays – Ouzbékistan, Kirghizstan et Tadjikistan –, la très fertile vallée de Ferghana est le grenier de l'Asie centrale. Plus de 10 millions de personnes vivent sur ce territoire qui équivaut à la moitié de la Suisse. Et leur nombre ne cesse d'augmenter. Après l'effondrement de l'Union soviétique, les nouvelles frontières ont fait l'objet de conflits récurrents : le Kirghizstan et le Tadjikistan retenant l'eau dans leurs barrages afin de produire de l'électricité, les paysans en aval ne pouvaient pas irriguer leurs champs. Depuis 2001, la DDC intervient à différents niveaux pour désamorcer ce conflit : avec la participation de la population, elle élabore des solutions susceptibles d'assurer une répartition équitable de l'eau.

Accès au marché pour les insulaires

La pauvreté contraint quelque dix millions de Bangladais à vivre sur des îles fluviales éphémères. Nombre de ces terres, appelées *chars*, sont très éloignées de la terre ferme et régulièrement inondées. Le projet de développement M4C vise à améliorer les conditions de vie de leurs habitants.



Peter Essick/Aurora/afif

Des îles éphémères

Ce sont les fleuves qui dessinent la géographie du Bangladesh. Les principaux sont le Gange (Padma), le Meghna et le Brahmapoutre (Jamuna). Chaque année, la mousson et la fonte des neiges dans l'Himalaya provoquent de fortes inondations qui modifient constamment leur cours. L'érosion et les dépôts d'alluvions remodelent sans cesse le paysage, faisant apparaître, puis disparaître des îles fluviales. Ce phénomène constitue une menace croissante pour la population, toujours plus nombreuse, qui vit sur les *chars*. Le changement climatique risque de l'aggraver encore. Des images prises par satellite entre 1973 et 2000 montrent que seuls 10% des *chars* observés dans le Jamuna ont subsisté plus de 18 ans et que 75% tiennent pendant un à six ans.

Au Bangladesh, les chars sont constamment exposés à l'érosion et aux inondations. La distance à parcourir en bateau pour rejoindre la terre ferme constitue un autre problème pour leurs habitants.

(mw) Les *chars* se forment dans les fleuves très ramifiés du Bangladesh, sous l'effet de l'érosion et des crues. Quelques-uns sont reliés au rivage durant la saison sèche. Pour se rendre sur d'autres, il faut compter deux heures de bateau. Durant la mousson, certains *chars* sont submergés, voire emportés, alors que les plus stables sont habités toute l'année depuis des décennies.

« Dans l'idéal, il faudrait déplacer les habitants des *chars* sur la terre ferme, mais c'est une utopie », indique Fouzia Nasreen. Collaboratrice de Swisscontact dans le nord du Bangladesh, elle dirige le projet Making Markets Work for the Jamuna, Padma and Teesta Chars (M4C). « Où pourrait-on reloger plus d'un million de personnes dans la zone couverte par le projet ? », s'interroge-t-elle. « Dans cette région, on compte près de 1100 habitants par km². C'est l'une des densités de population les plus élevées du monde. » Avec un revenu mensuel de moins de 100 dollars par ménage, les habitants des *chars* ne peuvent pas se permettre d'acheter du

terrain ailleurs. La seule solution consiste donc à tirer parti de la situation actuelle.

Des progrès grâce aux regroupements

Jusqu'à présent, les habitants des îles ne parvenaient guère à vendre leurs produits sur la terre ferme et à engranger ainsi un revenu. C'est pourquoi le projet M4C, lancé en 2012 et soutenu par la DDC, entend améliorer la production agricole et les moyens de transport. Il souhaite en outre inciter des banques et des compagnies d'assurance à ouvrir des filiales sur les *chars*.

« L'un de nos principaux succès est d'avoir amené de bons fournisseurs à livrer des semences et de l'engrais sur les îles », se réjouit Fouzia Nasreen. Ces derniers ont surtout été attirés par le fait que les paysans se sont regroupés, ce qui a accru le volume des transactions. Jusqu'ici, 11 500 agriculteurs ont formé 419 groupes. La motivation des fournisseurs repose aussi sur l'engagement du M4C, qui couvre une partie des frais d'investissement initiaux.

Grâce aux semences provenant de la terre ferme, les agriculteurs peuvent à présent cultiver une variété de maïs qui leur assure une récolte deux fois plus abondante que les variétés traditionnelles. « Ces plants ont des tiges plus courtes, de sorte qu'ils résistent mieux à la pluie et au vent », explique la responsable du projet. Les conditions climatiques n'en demeurent pas moins difficiles. Lorsque les semis se font trop tard, la mousson peut détruire des récoltes



Les paysans cultivent des plantes faciles à commercialiser et adaptées aux terres alluviales.

entières. C'est pourquoi l'on ne peut pas miser uniquement sur le maïs, même en choisissant la variété appropriée. Les paysans doivent aussi diversifier les cultures, afin d'avoir de quoi se nourrir pendant toute l'année. « En ce moment, nous nous concentrons sur des plantes qui sont des denrées faciles à commercialiser : maïs, oignons, piments, arachides, moutarde et un peu de riz. » Vient s'y ajouter le jute, une fibre naturelle qui pousse particulièrement bien sur les terres alluviales.

Les fournisseurs ont aménagé des champs expérimentaux et mis sur pied des cours de formation continue. Ces mesures devraient améliorer les méthodes de culture. Par ailleurs, la transformation des denrées agricoles et le développement d'entreprises proches de l'agriculture sont essentiels pour augmenter les revenus des habitants des *chars*. À titre d'exemple, le projet a aidé ces derniers à tester de nouveaux procédés de séchage du maïs et des piments, afin d'améliorer la qualité des produits et d'en obtenir un meilleur prix.

La mise en réseau est en bonne voie

Le M4C s'attache spécialement à promouvoir les femmes. « Dans l'agriculture, ce sont souvent les hommes qui décident, alors que les femmes participent largement aux travaux des champs. C'est pourquoi nous tenons à ce qu'elles suivent également les cours de formation », souligne M^{me} Nasreen. Elle relève d'ailleurs avec fierté qu'environ 12% des 3000 nouveaux producteurs sous contrat sont des



femmes. Dans l'agriculture contractuelle, les paysans ne se contentent pas d'acheter des semences aux entreprises agricoles. Ils négocient aussi avec elles une garantie d'achat de leur récolte, ce qui accroît la sécurité des revenus. « Enfin, et c'est là un grand succès, nous sommes parvenus à motiver trois fabricants de jouets à engager 1200 femmes et à les former », se félicite Fouzia Nasreen.

Sans moyens de transport efficaces, les habitants des *chars* ne pourront toutefois pas concurrencer les paysans et les commerçants basés sur la terre ferme. Selon Fouzia Nasreen, des progrès ont aussi été réalisés dans ce domaine : les habitants de diverses îles se sont regroupés afin d'inciter les exploitants des embarcadères à mieux équiper ces installations. Par ailleurs, les traditionnels tricycles, indispensables au transport sur les *chars*, ont été renforcés mécaniquement, de manière à ce qu'ils s'enfoncent moins dans le sable. En outre, le gouvernement a prévu de consacrer l'équivalent de 1,1 million de francs à l'amélioration des infrastructures de transport.

Fouzia Nasreen est persuadée que le projet parviendra bientôt à attirer des banques et des assurances sur les îles. « Il est difficile de faire des affaires sans compte bancaire. Les négociations avec quelques prestataires sont heureusement sur la bonne voie. » Derek George, responsable du programme au sein de la DDC, renchérit en guise de conclusion : « Tout compte fait, le projet M4C a très bien démarré. Si bien même que la DDC pense déjà à étendre ces activités vers le sud du pays. » ■

(De l'allemand)

Une fibre de grande valeur

Après le coton, le jute est la fibre naturelle la plus importante du monde. On l'utilise principalement pour la confection de sacs d'emballage et de transport. Sa production, assurée surtout par l'Inde et le Bangladesh, avoisine 2,5 millions de tonnes par an. Originaire du bassin méditerranéen, cette plante a besoin d'un climat chaud et humide. Elle pousse très bien sur les terres alluviales, où les inondations déposent du sel. Les fibres sont obtenues par rouissage : les tiges, attachées en fagots, trempent dans de l'eau jusqu'à trente jours. C'est seulement quand l'écorce se détache que l'on extrait les fibres. Sur les *chars*, 85% des paysans produisent du jute. Leurs méthodes de culture étant obsolètes, ils n'en tirent toutefois que de maigres revenus. En modifiant le procédé de rouissage, il serait en outre possible d'améliorer la qualité des fibres.

DDC interne



DFAE

Thomas Greminger, nouveau directeur suppléant de la DDC

(gn) L'ambassadeur Thomas Greminger, actuellement en poste à Vienne, revient à Berne. Dès le 1^{er} août, il sera directeur suppléant de la DDC et chef du domaine

Coopération régionale. Cet historien de 54 ans succédera à Maya Tissafi, nommée ambassadrice aux Émirats Arabes Unis. Après ses études à Zurich et à Paris, Thomas Greminger a accompli un stage de diplomate à la section Politique et recherche de la DDC. Entre 1992 et 1998, il a été successivement collaborateur diplomatique, chef suppléant et chef de cette section. De 1999 à 2001, il a représenté la Suisse au Mozambique, assumant la responsabilité de coordinateur de la coopération et de chargé d'affaires par intérim. De retour à Berne en 2002, il a été chef suppléant, puis chef, de la division Sécurité humaine du DFAE. En 2010, Thomas Greminger a été nommé ambassadeur de Suisse auprès de l'OSCE à Vienne. À ce poste, il a largement contribué à définir la présidence suisse de l'organisation durant l'année mouvementée qu'a été 2014.

Enfants migrants en Serbie

(byl) Suite au renforcement des contrôles aux frontières de la Hongrie, la Serbie fait face à un nombre grandissant de demandeurs d'asile. Ces derniers viennent surtout de Syrie, d'Érythrée, du Soudan, d'Afghanistan et de Somalie. L'an dernier, 324 des 541 mineurs qui ont demandé l'asile n'étaient pas accompagnés. En vue de prévenir la migration irrégulière, souvent contrôlée par le crime organisé, la DDC, en partenariat avec le secrétariat d'État aux migrations, soutient les professionnels de l'assistance sociale ainsi que différents partenaires engagés dans la gestion de la migration en Serbie. Le projet a pour objectif de protéger les mineurs non accompagnés, en accordant une attention particulière aux filles. Il doit également sensibiliser l'opinion publique à cette problématique.

Durée du projet: 2014-2016
Volume: 880 000 CHF

Des écoles pour les réfugiés syriens

(ung) Depuis 2012, la DDC réhabilite des écoles dans le nord du Liban, en collaboration avec les autorités libanaises. L'objectif est de permettre aux établissements scolaires d'accueillir des écoliers syriens qui fuient leur pays avec leurs parents, en raison du conflit. Les travaux sont déjà terminés dans treize écoles. La réhabilitation a permis de rénover les systèmes d'alimentation en eau et d'assainissement. Elle inclut aussi l'étanchéisation et la peinture des bâtiments, la réfection des portes et des fenêtres, ainsi que la réparation des équipements électriques et sanitaires. En raison de l'afflux continu de réfugiés



DDC

syriens, la DDC a décidé d'étendre les travaux à quinze autres établissements scolaires dans la même région.

Durée du projet: 15.07.2014 – 15.10.2015

Volume: 1,35 million CHF

Améliorer le système de santé en Albanie

(byl) Le secteur de la santé en Albanie souffre de lacunes dans le domaine des infrastructures et de la main-d'œuvre, spécialement au niveau des soins de santé primaires. C'est pourquoi la DDC, en partenariat avec l'Institut tropical et de santé publique suisse, s'engage pour améliorer la qualité des infrastructures, pour promouvoir l'accès aux soins, le financement de la santé, la gouvernance et la gestion du secteur, et pour assurer la formation ainsi que le suivi des professionnels de la santé. Ce projet accorde une attention particulière aux couches défavorisées et marginalisées de la population, pour qu'elles aient accès à des services sanitaires de qualité.

Durée du projet: 2014-2018
Volume: 20 millions CHF

Soutien aux petits paysans haïtiens

(bm) En Haïti, les exploitations familiales assurent 80% de la production agricole du pays. Elles représentent une importante source de revenus pour les populations rurales. Les petites exploitations manquent néanmoins de moyens de financement et subissent fréquemment de fortes pertes dues aux aléas climatiques. Pour dynamiser ce secteur économique au fort potentiel de développement, un projet de la DDC vise à développer



Casares/NYF/Reu/Inf

les services financiers et le système d'assurances agricoles. Il entend également renforcer les filières du cacao et de l'igname (légume à haute valeur nutritive), et inclure les femmes rurales les plus vulnérables dans des activités productives agricoles génératrices de revenus.

Durée du projet: 2014-2018
Volume: 9,7 millions CHF

La Chine face au changement climatique

(hsf) Un énorme défi attend la Chine: réduire la pauvreté et préserver la croissance économique tout en suivant un développement durable. En outre, le pays doit faire face aux effets du réchauffement planétaire, qui menacent sa sécurité alimentaire et son approvisionnement en eau. La DDC aide la Chine à mettre en œuvre sa stratégie d'adaptation au changement climatique et à l'appliquer au niveau des provinces. La collaboration entre les milieux politiques et divers instituts de recherche, tant nationaux qu'internationaux, doit permettre d'élaborer des solutions et d'établir une planification intersectorielle. Le projet favorise par ailleurs l'échange d'expériences entre la Chine et d'autres pays.

Durée du projet: 2014-2017
Volume: 6,75 millions CHF

L'eau, un bien rare dans les camps de réfugiés

Des millions de personnes, chassées par la guerre, la faim ou une catastrophe naturelle, trouvent un abri dans les camps de réfugiés. Pour qu'une région soit à même d'accueillir 10 000 habitants supplémentaires, il faut une planification efficace et une gestion scrupuleuse des ressources existantes. De Mirella Wepf.



Sven Torin/viat

Camp de réfugiés au Tchad : l'approvisionnement en eau de milliers de réfugiés est un immense défi.

Lorsqu'Andrea Cippà est appelé à construire un camp de réfugiés, tout doit aller vite. Très vite même. « Lors de ma dernière mission en Éthiopie, les autorités nous ont donné le feu vert vendredi soir pour établir un camp qui devait accueillir 15 000 réfugiés sud-soudanais », se souvient ce Tessinois, membre du Corps suisse d'aide humanitaire (CSA). À ce stade, il savait déjà que les 500 premières personnes arriveraient le lundi. « Le mardi, 500 autres ont suivi et mercredi encore 500... », raconte-t-il. « Avec l'aide du personnel local, nous avons dû déblayer le terrain, monter des tentes, installer des latrines d'urgence et construire un réseau d'eau provisoire. »

Sur mandat du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), Andrea Cippà a organisé ces deux dernières années quatre camps destinés à abriter quelque 40 000 personnes chacun. « Même lorsque le temps presse, j'imagine toujours que le provisoire sera appelé à durer », ex-

plique cet ingénieur en génie rural. Et il a bien raison : aujourd'hui, il est courant qu'un camp de réfugiés reste en place cinq à dix ans. Le plus grand du monde, installé à Dadaab au Kenya, existe même depuis 1991. À certaines périodes, il a accueilli plus de 450 000 personnes.

Des ressources limitées

Les habitants des camps disposent d'un espace restreint. Ils sont souvent logés dans des tentes qui offrent peu d'intimité et une maigre protection contre le froid ou la chaleur. Beaucoup ont vécu des événements traumatisants, perdu des membres de leur famille ou été blessés. Savoir qu'ils passeront peut-être des années dans un abri provisoire est un stress supplémentaire. Des camps regroupant plusieurs dizaines de milliers de réfugiés portent aussi atteinte à l'environnement. Dans une telle situation, il est indispensable d'assurer une gestion durable des ressources en eau et de la végétation.

Des normes pour l'aide humanitaire

Le Projet Sphère, qui rassemble plusieurs agences humanitaires, a défini des standards minimums pour l'intervention en cas de catastrophe. Dans un manuel de 450 pages, il fournit des directives concrètes, notamment concernant l'installation d'un camp de réfugiés. On y lit, par exemple, que le temps d'attente à un point d'eau ne doit pas dépasser 30 minutes, que chaque individu a besoin d'au moins 15 litres d'eau par jour et que les victimes d'une catastrophe doivent disposer d'une superficie couverte d'au moins 3,5 m². « Ces normes sont très utiles lors de la planification, nous les consultons souvent », reconnaît Marc-André Bünzli, du CSA. On ne peut toutefois pas toujours les respecter au pied de la lettre. « Une fois que le minimum est en place, il est souvent difficile d'obtenir des moyens supplémentaires auprès des donateurs. » www.sphereproject.org



Sven Torfmann/af

Là où le bois est rare, des conflits éclatent fréquemment entre les réfugiés et la population locale.

Le Liban croule sous les réfugiés

L'afflux de réfugiés en provenance de Syrie donne fort à faire aux États voisins. L'ingénieur Thierry Broglie, envoyé par le HCR à Beyrouth l'an dernier, raconte : « Le Liban abrite aujourd'hui plus d'un million de réfugiés syriens, ce qui représente un quart de la population libanaise. Ils logent dans d'anciens bâtiments industriels, dans des villages de vacances abandonnés, dans des appartements loués ou chez des familles d'accueil. » En raison de cet énorme accroissement démographique, les réseaux d'eau potable et d'assainissement atteignent les limites de leurs capacités. L'élimination des déchets constitue un autre problème de taille. De plus, des tensions surgissent régulièrement avec la population locale.

On dispose aujourd'hui d'une multitude d'outils techniques pour y parvenir : au moyen de cartes, d'images satellites et de données GPS, des spécialistes comme Andrea Cippà peuvent estimer à l'avance si un terrain est sujet aux inondations ou aux glissements de terrain, quelle quantité de bois se trouve sur place et s'il existe une nappe d'eau souterraine. Seule l'évaluation sur place permettra cependant de se faire une idée définitive. « Hélas, on ne choisit pas toujours l'emplacement idéal. Ce sont les autorités locales qui désignent, en fin de compte, l'endroit où les tentes seront installées », note l'expert. Lui-même peut tout au plus tenter d'infléchir les décisions dans la bonne direction. En effet, plus le choix du site est optimal, plus il sera possible d'approvisionner le camp de manière durable et de réduire son impact sur l'environnement. « Disposer d'eau est essentiel », souligne M. Cippà. En outre, le camp doit être aisément accessible et la qualité du sol adéquate : « Les latrines ne fonctionnent pas bien sur un terrain trop dur. Or, une bonne hygiène est essentielle pour la santé. » Un sol de qualité permet également aux réfugiés de cultiver quelque chose et de faire paître leur bétail.

Un défi dans la durée

« Chaque camp est un cas particulier », affirme Marc-André Bünzli, chef du groupe spécialisé Eau potable et hygiène du CSA. Les camps sont très

souvent établis dans des régions aux systèmes hydrographiques fragiles, où l'approvisionnement en eau potable constitue un défi encore des années plus tard.

L'hydrogéologue Ellen Milnes, de l'Université de Neuchâtel, évalue la situation dans des camps de réfugiés : elle vérifie la qualité de l'eau potable, s'assure que celle-ci ne risque pas d'être contaminée par les eaux usées et analyse la réalimentation des nappes souterraines durant la saison des pluies. Cela lui permet de prévoir la disponibilité de l'eau à long terme. Une étude financée par la DDC a par exemple démontré que les réserves d'eau souterraine du camp de Dadaab, au Kenya, ne sont pas menacées à long terme si leur exploitation se poursuit comme jusqu'ici. « Il existe quelques problèmes locaux, mais la situation n'est pas dramatique globalement », résume Ellen Milnes.

Les analyses des chercheurs permettent parfois de capter de nouvelles sources. Grâce aux données scientifiques, on réussit même à réunir tous les acteurs autour d'une même table, relève l'hydrogéologue. « Mieux on connaît un système hydrographique, plus il est facile d'éviter des conflits entre la population locale et les réfugiés, et d'assurer une gestion durable de l'eau. » Le plus difficile est d'obtenir des séries de données sur une longue durée : « Dans les camps, on travaille généralement à très court terme. Constituer des archives est la dernière des priorités dans un tel contexte. »



Tim Driever/Panos

Faire cuire de l'eau grâce aux rayons du soleil est une bonne idée pour les camps de réfugiés. On n'a pas encore exploité tout le potentiel de cette technologie.

Déboisement et érosion

Comme l'eau, l'énergie est une ressource vitale. Elle est souvent fournie par le bois, utilisé pour chauffer l'eau et cuire les aliments. Arnold Egli, qui a travaillé pendant plus de douze ans pour le HCR en Afrique, évoque son expérience : « Si 20 000 réfugiés viennent subitement s'installer à côté d'un village de 700 habitants et se mettent à collecter du bois de feu, cela a un impact énorme. » Dans l'est du Tchad par exemple, où 350 000 réfugiés soudanais vivent dans des camps, l'équilibre de l'écosystème est menacé. Le climat est parfois si sec que la végétation ne parvient pas à se régénérer en cas de déboisement important, ce qui provoque une érosion du sol. Faire venir du combustible de l'extérieur coûte cher et constitue un véritable défi logistique. Dans plusieurs camps tchadiens, Arnold Egli a suggéré qu'on analyse la consommation de bois sur place et qu'on la mette en rapport avec le renouvellement de cette matière première si précieuse.

Une première étude, cofinancée par la DDC, est déjà terminée. Elle a révélé que les réfugiés sont très économes : avec une consommation moyenne de 690 grammes de bois par personne et par jour, ils en utilisent quatre fois moins que les villageois de la région. Ils pourraient cependant faire mieux encore : comme le montre l'étude, les fours à efficacité accrue et les cuiseurs solaires qui ont été distribués dans le camp économisent moins d'énergie

que prévu. Beaucoup de résidents les utilisent de manière inappropriée, voire pas du tout. M. Egli reste pourtant un partisan convaincu de ces technologies : « Les cuiseurs solaires en particulier recèlent un potentiel énorme. »

Urs Bloesch, chef du groupe spécialisé Environnement et prévention des catastrophes du CSA, sait ce que l'on peut faire pour mieux exploiter ce potentiel. Selon lui, les techniques de cuisson écologiques ne donnent des résultats que lorsqu'elles répondent aux besoins des utilisateurs. « Pour commencer, on doit bien expliquer leur fonctionnement. Ensuite, il importe d'accompagner les femmes, chargées de préparer les repas, pendant une période assez longue. » Dans les camps, on manque souvent de casseroles adéquates qui permettraient de faire fonctionner efficacement ces systèmes.

En outre, il faut remplacer périodiquement les cuiseurs solaires bon marché en carton. Bien des ONG n'ont pas le personnel et les ressources financières nécessaires, constate Urs Bloesch : « Il est essentiel que le HCR assure un appui compétent aux ONG et qu'un suivi professionnel soit effectué en commun. » ■

(De l'allemand)

Un nouveau record d'exilés

Selon les statistiques du HCR, on comptait 51,2 millions de réfugiés et personnes déplacées dans le monde à fin 2013. Les Syriens constituent pour la première fois le plus grand groupe d'exilés (plus de 3 millions). Ils ont détrôné les Afghans (2,7 millions), restés en tête du classement pendant trente ans et qui occupent désormais le deuxième rang. Viennent ensuite les Somaliens (1,1 million) et les Soudanais (670 000). C'est le Pakistan qui accueille le plus grand nombre de réfugiés en chiffres absolus (1,6 million). Si l'on calcule le nombre de réfugiés pour mille habitants, le Liban arrive en tête (257). Il est suivi par la Jordanie (114) et le Tchad (39). La Suède (12) est la seule nation industrialisée parmi les quinze pays qui affichent la plus forte densité de réfugiés. Les chiffres de 2014 seront connus en juin 2015.

www.unhcr.org, « mid-year trends »

Cimetière de Sihlfeld, tombe 83115

Quand je suis parti du centre-ville de Zurich pour le cimetière de Sihlfeld, il me restait deux heures jusqu'au départ du train. Et je connaissais le numéro de la tombe – 83115. J'ai montré ce chiffre au jardinier, lequel a simplement haussé les épaules en me renvoyant au bureau du cimetière. Manquant de temps, j'ai décidé d'élucider par moi-même la logique confuse de cette numérotation.

C'est au cours de mon enfance – à l'époque soviétique de sinistre mémoire – que j'avais entendu parler de l'homme qui repose dans cette tombe : Andrzej Towianski, propriétaire terrien. Il est né et a vécu longtemps non loin de ma ville natale en Lituanie. Il y aurait peut-être passé toute sa vie si une vision ne lui avait pas apporté la révélation qu'il était le Christ. Il se rendit alors à Paris durant l'hiver 1840 pour y fonder le Cercle de l'Œuvre de Dieu, une secte chrétienne radicale. Son bras droit, une sorte d'apôtre Pierre, était Adam Mickiewicz, le plus célèbre poète de Pologne et de

Lituanie, le Byron de notre région. La secte fit des milliers d'adeptes parmi les émigrants polonais, lituaniens et ukrainiens qui fuyaient la répression tsariste. Andrzej Towianski leur promettait non seulement le Royaume de Dieu parmi les hommes, mais aussi la libération de leur patrie. Il ressemblait à Napoléon Bonaparte et se comportait d'ailleurs comme l'empereur. Il a fini par attirer l'attention des autorités françaises qui l'ont expulsé du pays. C'est ainsi qu'il est venu s'établir en Suisse.

Il y a quelque temps, alors que j'étais déjà écrivain, j'ai repensé à Towianski et j'ai décidé d'écrire une pièce de théâtre. L'approfondissement de mon sujet m'a fait découvrir des détails incroyables. Et puis, des choses étranges se sont passées.

Quand j'entrais dans une pièce, des ampoules électriques sautaient tout à coup. Cela arrivait toujours plus souvent – j'en « grillais » ainsi trois ou quatre par semaine. Alors que je changeais ma fille de deux ans dans la salle

de bains, l'ampoule du plafond a littéralement explosé en faisant une pluie de débris. Mais ce n'était pas encore fini.

Le point culminant fut atteint dans ma ville natale, près de laquelle mon héros était lui aussi venu au monde. Ce soir-là, j'avais promené notre chien Gassi et me hâtais, dans la cuisine, de noter le dialogue que je venais d'imaginer. Le chien était assis devant son écuelle, dans l'attente de son repas. La conversation avait lieu entre Towianski et Chopin, un autre Polonais célèbre de Paris que la secte tentait de recruter... C'est alors que l'ampoule explosa au-dessus de ma tête. Et celle-ci n'était pas comme celle de la salle de bains. D'une puissance de 100 watts, elle était entourée d'un grand globe de verre. Une masse de débris brûlants me sont tombés dessus. Cette explosion fut si violente qu'elle me rendit à moitié sourd d'une oreille et qu'il me fallut prendre des médicaments pour rétablir mon ouïe. Le chien, lui, est resté sourd jusqu'à la fin de ses jours. J'ai terminé l'écriture de ma pièce de théâtre avec le sentiment qu'il y avait quelqu'un que cela indisposait.

Je voulais faire la paix. C'est pour cela que je suis parti à la recherche de cette tombe à Zurich. Et je l'ai trouvée au dernier moment, une demi-heure avant le départ de mon train. Elle se trouvait presque au milieu du cimetière, près d'un mur couvert de plantes grimpantes. J'ai sorti une bougie apportée de Lituanie et l'ai allumée. Il n'y avait pas âme qui vive loin à la ronde. Protégeant la bougie à l'aide d'un couvercle métallique, je l'ai placée sur la tombe avec soin, afin d'empêcher le vent de l'éteindre. Mais à peine avais-je



Marius Ivaskevicius, 42 ans, fait partie de la nouvelle génération d'écrivains lituaniens. C'est l'un des auteurs contemporains les plus importants de son pays. Il a déjà publié huit ouvrages, dont certains ont été traduits dans d'autres langues. Pour l'instant, seule la pièce *Le Voisin* existe en français. Elle a été publiée en 2003 par les Presses universitaires de Caen dans un ouvrage intitulé *Deux dramaturges lituaniens*. Très éclectique, Marius Ivaskevicius est également journaliste, scénariste de courts-métrages, dramaturge, réalisateur de documentaires et metteur en scène. Il a écrit le scénario et mis en scène lui-même son dernier film, *Santa*, distribué dans les cinémas l'an dernier. Il vit et travaille à Vilnius.

retiré ma main qu'un craquement bruyant retentit.

Je sais, ce n'était que le couvercle chauffé par la flamme. Il n'y avait là rien de mystique. Mais cela m'a effrayé. J'ai tressailli comme un enfant et me suis enfui vers la gare pour attraper mon train. Ce qui était étrange, c'est que j'avais un sentiment de soulagement. Si ce craquement était un nouveau signe mystique, il ne me paraissait pas maléfique. Plutôt une blague, une bourrade amicale pour rappeler nos anciens démentés.

Pour une raison quelconque, il m'a semblé que nous avions enfin fait la paix au cimetière de Sihlfeld. ■

(Du lituanien)



Christian Beutler/Keystone

Des Andes aux Alpes, avec le climat au fond du cœur

La culture peut encourager le dialogue et sensibiliser aux problèmes environnementaux des régions de montagne. Dans le cadre du projet SMART, la photographe péruvienne Luana Letts a passé quelques semaines en Valais. Elle a pointé son objectif sur la cohabitation entre l'homme et la nature. De Luca Beti.



1

Luana Letts a grandi face à l'océan. Assise sur une falaise aux portes de Lima, elle le regarde bourdonner et écumer. Parfois, elle s'y précipite, sur son surf, pour en chevaucher les vagues. Elle a aussi grandi face à la montagne, la Cordillère des Andes qui se dresse derrière Lima. Son regard se perd quelquefois de ce côté-là. Âgée de 37 ans, Luana Letts a toujours vécu entre la mer et la montagne. Ces paysages font partie de son identité. C'est

pourquoi elle a ressenti comme un coup de poignard dans le ventre quand le gouvernement péruvien a décidé de transformer radicalement la baie de Lima, des travaux qui en ont détruit l'âme.

L'art de Luana Letts naît de sa souffrance devant les blessures infligées par l'homme à la nature. Chaussée de souliers confortables, sac à dos sur l'épaule et appareil de photo numérique en bandoulière, elle part à la chasse de ces lésions. Sa recherche n'est

pas guidée par la raison, mais par l'intuition. La photographe suit les émotions suscitées par les paysages qu'elle traverse. C'est ce qu'elle a fait en Valais, où elle a séjourné de mi-octobre à mi-décembre 2014.

À la découverte du Valais

Pendant ces quelques semaines, elle a parcouru les sentiers alpins autour de Verbier, Zinal et Crans-Montana, prolongeant sa quête jusqu'au Jura bernois. Au fil de ses pérégrinations, elle a

pointé son objectif sur trois thématiques : l'eau, les risques naturels et la spéculation immobilière. « J'ai été frappée et déconcertée par le nombre de chalets aux portes closes que j'ai rencontrés sur mon chemin. J'ai grandi dans un pays où l'on construit des maisons pour les habiter, pas pour les laisser vides la plus grande partie de l'année. Au Pérou, personne ne dépenserait tant de millions pour livrer une habitation à la poussière et à l'odeur de rance. »



2

La photographe a choisi de consacrer à la spéculation immobilière toute une paroi de l'exposition *Constant Transformation*, organisée en novembre et décembre derniers à Sierre. C'est une mosaïque d'images, une sorte d'inventaire des chalets qu'elle a vus au cours de ses virées dans certaines localités touristiques valaisannes. « J'ai imprimé les photos sur du papier normal, pour souligner le caractère éphémère de ces constructions, en contraste avec la majesté des montagnes. À la fin de l'exposition, une fois décrochées

de leur paroi, mes photos ne seront plus que du vieux papier », explique Luana Letts. « Pour cette œuvre, je me suis inspirée des vitrines des agences immobilières, mais en laissant des espaces vacants. Ce sont des sortes de fenêtres ouvertes sur l'avenir. Le but est d'amener le visiteur à s'interroger sur la façon dont l'homme et les changements climatiques transforment la montagne et la nature en général. »

Au service de l'environnement

Pour l'artiste, la photographie n'est pas une fin en soi. Elle doit

servir à protéger l'environnement. « Mon approche est conceptuelle. Ces images montrent comment le paysage a été modifié. Mais j'interviens aussi sur ces photographies, car j'insère ou retire certains éléments, en transformant cette surface bidimensionnelle en une œuvre quasi plastique », précise Luana Letts.

Dans son art se reflètent à la fois le contexte où elle a grandi – la galerie d'art de sa mère – et son parcours : Luana Letts a étudié l'art à l'Université catholique pontificale du

Pérou, avant de s'adonner à la photographie.

« Montrer les conséquences du changement climatique ne suffit pas. Je veux les rendre gigantesques, afin de surprendre et de sensibiliser le visiteur », dit-elle. « Par exemple, sur l'image du glacier de Moiry, j'ai découpé la langue de glace et je l'ai placée plus en arrière, afin d'accentuer du point de vue spatial le recul des neiges éternelles. »

Points communs et différences

Ayant grandi au bord du Pacifique et aux pieds des Andes, c'est avec un sentiment de familiarité qu'elle a découvert le Valais. « À un peu plus d'une heure de Lima, vous trouvez des montagnes et des vallées très semblables à celles que j'ai parcourues ici durant ces quelques semaines. Même les problèmes environnementaux se ressemblent : la fonte des glaciers, la gestion de l'eau, l'expansion immobilière », raconte cette artiste. « Mais j'ai aussi remarqué des différences énormes entre les deux pays. En Suisse, des programmes de prévention contre les catastrophes ont été élaborés, ainsi que des projets de sauvegarde à long terme. Rien de tout cela n'existe au Pérou. » Luana Letts a quitté le Valais fin 2014 pour rentrer à Lima, où elle vit et travaille. La période passée en Suisse a été très intensive : « Pendant mon séjour, j'ai été submergée par une avalanche d'informations, d'images et d'expériences, que j'ai dû ensuite transposer dans un projet plastique. Ce processus créatif n'est pas encore terminé. Les images dépourvues de cadre sont là pour le rappeler. » ■

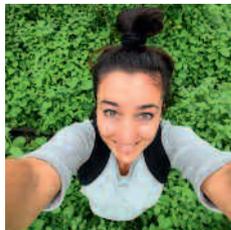
(De l'italien)

3





4



Photographes en résidence

Le projet culturel Sustainable Mountain Art (SMArt) a été lancé par la Fondation pour le développement durable des régions de montagne, avec l'appui financier de la DDC. Il poursuit deux objectifs: informer, par le biais de la culture, sur les défis auxquels sont confrontées les régions de montagne à travers le monde; promouvoir des échanges interculturels entre ces régions, en invitant régulièrement en Suisse des artistes du Sud et de l'Est. Durant la phase pilote du projet, qui se déroule de l'automne 2014 à l'été 2015, trois artistes ont été invités à séjourner en Valais. Les œuvres créées dans le cadre de SMarT sont exposées tant en Suisse que dans le pays d'origine de l'artiste. Luana Letts a inauguré le projet. Elle a présenté ses œuvres en décembre dernier à Lima durant la Conférence internationale sur le climat qui s'est tenue dans cette ville.

www.sustainablemountainart.ch

- 1. Mirror
- 2. Blanks
- 3. Data Melting
- 4. Transformations: Montagne de Chanrion / Barrage de Mauvoisin / Creux-du-Van

© Luana Letts/FDDM/DDC

Service

Films



Sri Lanka, dix ans après le tsunami

(1b) Chacun se souvient des vagues gigantesques qui ont balayé les côtes du golfe du Bengale le 26 décembre 2004, semant la mort et la désolation. Après ce tsunami qui a stupéfié le monde entier, les dons ont atteint des montants record. Qu'en est-il dix ans plus tard ? Comment la situation des survivants a-t-elle évolué ? Pour répondre à ces questions, Gabriela Neuhaus et Angelo Scudeletti ont sillonné, avec leur caméra et leur microphone, les villages du Sri Lanka frappés par la catastrophe. Ils ont interrogé aussi bien des survivants que les responsables de projets de reconstruction. Leur documentaire *Buffer Zone* (zone tampon) fait un constat décevant : malgré l'aide qui a afflué de partout, la pauvreté et la faim règnent dans nombre de villages bâtis à l'intérieur du Sri Lanka pour reloger les victimes. Déplacés vers l'arrière-pays, les pêcheurs ont perdu leurs moyens de subsistance. De luxueux complexes touristiques sortent du sable dans des zones côtières où le gouvernement a interdit la construction de toute nouvelle habitation. Dix ans après le tsunami, les perdants sont les groupes de population les plus démunis.

Gabriela Neuhaus et Angelo Scudeletti / Offroad Reports : « Buffer Zone », 2014, documentaire de 90 minutes ; informations et commandes (DVD ou Bluray) : www.bufferzonefilm.ch

La quête de la beauté

(dg) Comment se fait-il que certaines femmes africaines se sentent souvent « un peu mal dans leur peau » ? Faut-il y voir l'impact de la publicité qui suggère qu'une peau claire serait plus belle que la leur ? À l'heure de la mondialisation, les canons de la beauté sont uniformisés. L'effort pour atteindre l'idéal qui prévaut dans le monde altère l'image que les gens ont d'eux-



mêmes. Dans certains pays d'Afrique, la volonté d'identification est si forte que des femmes tentent de blanchir leur peau en utilisant des crèmes éclaircissantes. La réalisatrice kenyane Ng'endo

Mukii s'intéresse à la couleur de peau et au concept de race, ainsi qu'aux problèmes qui en découlent. Son film d'animation *Yellow Fever* (fièvre jaune), plusieurs fois récompensé, met en scène l'altération de l'image de soi. Il aborde habilement les sentiments d'infériorité causés par le racisme et leur consolidation à travers les médias.

Ng'endo Mukii : « Yellow Fever », Grande-Bretagne, 2012 ; documentaire animé, 7 minutes, dès 16 ans. Le film est disponible en ligne, sous forme de Video on Demand (VOD). Informations : education21/films pour un seul monde ; www.filmecine-welt.ch.

Manifeste pour la forêt tropicale

Musique

(er) Les mélodies des instruments à cordes malgaches – marovany (cithare sur caisse), valiha (cithare sur tuyau) et lokanga (violon à trois cordes) – et de la guitare se mêlent aux rythmes subtils de la batterie et de la basse. Elles créent une musique légère et soyeuse, que soulignent les accents de l'accordéon et du violon. Sur ce fond musical viennent se poser des chœurs mélodieux et la voix chaude de Razia Said. Voilà en quelques mots le quatrième album de cette chanteuse malgache qui a beaucoup voyagé et qui vit aujourd'hui à New York. Dix morceaux sont réunis sous le titre « Akory », qui signifie en malgache « Où en sommes-nous maintenant ? ». L'artiste veut inciter les politiciens de son pays et ses fans à réfléchir aux conséquences de la déforestation. À 56 ans, Razia Said lutte depuis dix ans déjà contre la destruction des forêts à Madagascar, causée principalement par la culture sur brûlis. Produit sur quatre continents, l'album a été enregistré en malgache, en français et en anglais. D'éminents invités, tel le célèbre accordéoniste malgache

Régis Gizavo, contribuent à la réussite de ce manifeste pour la nature, qui allie avec délicatesse musique traditionnelle et chanson occidentale.

Razia Said : « Akory » (Cum-bancha/Disques Office)

L'âge d'or du cha-cha-cha

(er) Après une carrière en dents de scie, le chanteur cubain Abelardo Barroso a fait un retour fracassant en 1954, lorsqu'il a rejoint l'Orquesta Sensación, un groupe de cha-cha-cha créé un an auparavant. Avec cette formation, il va signer quelques-uns des plus beaux morceaux de la musique cubaine. Plus de quarante ans après sa mort en 1972, le label World Circuit a réuni



quatorze morceaux enregistrés dans la seconde moitié des années 50, l'âge d'or du cha-cha-cha. Toute la nostalgie et la joie de vivre qui ont marqué la folle époque des casinos et des cabarets de La Havane se reflètent dans cette superbe rétrospective. Le percussionniste virtuose de l'Orquesta Sensación et les autres instruments – flûte guillerette, piano plein d'allégresse et cordes tout en finesse – offrent un écran idéal à la voix aussi sensuelle que charismatique d'Abelardo Barroso. Cette voix et le rythme entraînant du cha-cha-cha n'enthousiasment pas seulement les admirateurs de l'artiste, mais font danser tout le monde. Il est d'autant plus facile de se laisser emporter que le CD est assorti d'un livret détaillé et que les pas élémentaires de la danse sont décrits sur la pochette du disque.

Abelardo Barroso with Orquesta
Sensación: « Cha Cha Cha »
(World Circuit/Musikvertrieb)

Un parfum de muscade sur l'archipel

Livre (gn) Les îles Banda, dans l'est de l'Indonésie, sont le berceau de la noix de muscade. À l'époque coloniale, elles étaient au centre du commerce mondial d'épices exotiques. Diverses légendes et des vestiges architecturaux témoignent de ce passé. Par la suite, l'archipel est tombé dans l'oubli... jusqu'à l'avènement de la mondialisation. Malgré leur isolement géographique, les habitants font désormais partie du village global. Le livre *Die Mitte der Welt* (en allemand seule-



ment), réalisé par le collectif germano-suisse Lang+Breit, décrit leur vie quotidienne. Il illustre de manière frappante les effets de la mondialisation sans enjoliver la réalité. Photos, essais, reportages et portraits emmènent le lecteur dans un monde qui paraît exotique de prime abord, mais qui ne se distingue plus beaucoup du nôtre.

Anja Meyerrose et Stephan Truninger (texte), Johanna Leistner et Sven Heine (photos): « Die Mitte der Welt », Rotpunktverlag, 2015

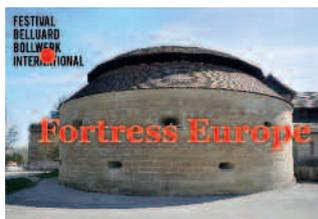
La DDC présente à Expo Milano

Expositions (gn) L'exposition universelle se tient cette année à Milan sur le thème « Nourrir la planète – Énergie pour la vie ». Expo Milano 2015 propose aux visiteurs un voyage à travers les saveurs et les traditions du monde. Elle les invite à s'interroger sur la diversité, la responsabilité, la solidarité et la durabilité en matière d'alimentation. La DDC profite de cet événement pour faire connaître, dans le pavillon suisse et dans diverses manifestations, ses efforts en vue d'améliorer la sécurité alimentaire. À l'aide d'une application interactive, les visiteurs peuvent tester leurs connaissances des plantes cultivées et comprendre l'utilité des cliniques des plantes pour les petits paysans. L'Aide humanitaire, de son côté, explore le thème « Sécurité alimentaire lors de crises humanitaires » et organise un débat sur ce sujet le 19 août. Un projet de la DDC sur la gestion des pâturages en Mongolie figure parmi les 18 exemples de bonnes pratiques qui ont été sélectionnés par un jury.

« Expo Milano 2015 », Milan, du 1^{er} mai au 31 octobre; informations et billetterie: www.padiaglione-svizzera.ch

Forteresse Europe

(gn) L'Europe se cloître. Des migrants meurent chaque jour devant les frontières extérieures de



l'Union européenne. À l'intérieur, des milliers d'entre eux vivent dans l'illégalité et la crainte d'un renvoi. L'édition 2015 du festival Belluard Bollwerk International, à Fribourg, part du débat très polarisé sur les réfugiés pour envisager la situation de manière nuancée. Sept projets artistiques abordent la fuite et la migration de différents points de vue. Ainsi, le chorégraphe sénégalais Momar Ndiaye évoque le vain espoir de la jeunesse africaine d'émigrer en Europe. L'auteur et réalisateur iranien Kamal Hashemi met en scène l'état d'esprit des réfugiés qui traversent la frontière de nuit. En marge des représentations et des expositions, le public peut participer à des discussions au sein de petits groupes animés par des spécialistes. Les élèves du cycle d'orientation du Belluard, directement concernés, sont invités en tant que « spécialistes de la migration ». Ils réalisent un magazine plurilingue sur ce sujet pendant la durée du festival. *Belluard Bollwerk International*, Fribourg, du 25 juin au 4 juillet; informations complémentaires: www.belluard.ch

Coup de cœur



Yodler sans frontières

Nadja Räss yodle sur des thèmes tantôt traditionnels, tantôt modernes. Elle dirige le festival Klangwelt Toggenburg qui attire en Suisse des chanteurs du monde entier.

C'est le recours alterné à la voix de tête et à la voix de poitrine qui confère au yodel son caractère particulier. Cette sorte de chant d'appel se retrouve également au Congo, à Madagascar, chez les Pygmées, en Géorgie ou encore en Suède sous le nom de *diddling*. Actuellement, je suis à la recherche d'artistes zimbabwéens. Je rencontrerai la semaine prochaine la chanteuse ukrainienne Mariana Sadovska qui partira en tournée avec nous en novembre et participera à notre festival en 2016. La découverte de musiques archaïques est ma passion. Rencontrer des artistes du monde entier est quelque chose d'enrichissant, d'émouvant et souvent d'amusant. Dans d'autres pays, les gens dansent beaucoup plus que nous en chantant. Aucune édition de Klangwelt ne s'est déroulée sans que l'un de nos invités ne se soit mis les mains dans les poches pour parodier l'attitude un peu raide des yodleurs suisses. Mais ceux-ci ne se formalisent pas de ces blagues et se laissent volontiers entraîner dans un pas de danse lors de prestations collectives.

(Propos recueillis par Mirella Wepf)

Impressum

Un seul monde paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien.

Éditeur :

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

Comité de rédaction :

Manuel Sager (responsable)
Catherine Vuiffroy (coordination globale)
Marie-Noëlle Bossel, Maja Holenstein, Pierre Maurer, Gabriela Neuhaus, Christina Stucky, Özgür Ünal

Rédaction :

Gabriela Neuhaus (gn - production),

Luca Beti (lb), Jane-Lise Schneeberger (jls), Mirella Wepf (mw), Ernst Rieben (er)

Graphisme : Laurent Cocchi, Lausanne

Photolitho et impression :

Vogt-Schild Druck AG, Derendingen

Reproduction :

Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

Abonnements et changements d'adresse :

Le magazine peut être obtenu gratuitement (en Suisse seulement) auprès de: DFAE, Service de l'information,

Palais fédéral Ouest, 3003 Berne,
Courriel: deza@eda.admin.ch
Tél. 058 462 44 12
Fax 058 464 90 47
www.ddc.admin.ch

860215346

Imprimé sur papier blanchi sans chlore pour protéger l'environnement

Tirage total : 54200

Couverture : marché agricole au Pérou; Tom Hopkins/Aurora/laif

ISSN 1661-1675

« Les sols n'ont pas de voix et peu de gens parlent pour eux. Ils sont notre allié silencieux dans la production alimentaire. »

José Graziano da Silva, page 16

« Nos droits sont bafoués depuis des années, mais le Nicaragua est en train de se réveiller. »

Francisca Ramírez, page 20

« J'ai grandi dans un pays où l'on construit des maisons pour les habiter, pas pour les laisser vides la plus grande partie de l'année. »

Luana Letts, page 31
